

En Suisse :

## L'EXPLOITATION EXISTE

**P**as un jour sans qu'on nous rabâche les oreilles avec le bon vieux Marx : mort et enterré, avec le prolétariat auquel il avait cru pour changer le monde. Révolu le XIX<sup>e</sup> siècle, sa misère ouvrière, le travail des enfants et l'ouvrier qui n'a "que ses chaînes à perdre". Dépassée la lutte de classe, cette idéologie que Marx a arbitrairement voulu greffer sur la détresse des classes laborieuses du siècle dernier. Il n'est qu'à voir, pour s'en convaincre, la gauche traditionnelle, creuse et frileuse, perdre régulièrement des plumes aux élections ou les syndicats s'accrocher en vain à leur vision conservatrice (pour ça, elle l'est !) du monde ouvrier.

Qui n'a pas entendu ces rengaines ?

Comme tous les airs à la mode, elles parlent bien sûr d'un sentiment vécu. La travailleuse ou le travailleur d'Europe capitaliste n'est plus l'ouvrier décrit par Engels dans *La classe laborieuse en Angleterre*. Il n'est même plus celui des années trente, jeté au chômage sans sécurité sociale. Les techniques ont changé la vie, au travail comme dans le monde quotidien : l'usine est fonctionnelle, "propre" et l'ouvrier a sa voiture et sa télé. Les nouvelles technologies annoncent le monde de demain : automatisé, souple, laissant la place "d'aménager son temps". Le salarié ne se sent plus ouvrier, mais technicien ou employé.

**E**t voilà qu'en Allemagne fédérale un livre fait un tabac : Ali, l'ouvrier turc sous lequel s'est déguisé le journaliste Wallraff, raconte les travaux pénibles et dangereux, comment on les cache, la xénophobie et l'hypocrisie d'une société qui ne veut pas voir les déchets qui s'entassent derrière ses vitrines (lire en page 5). Tout comme la production capitaliste tait ses désastres écologiques. Ali, ce n'est pas la même misère que celle du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais le revers de la même exploitation du travail – ce mécanisme fondamental de la prospérité et des profits. Et Marinette, ouvrière chez ETA à Granges, la décrit aussi, ici en Suisse, cachée derrière les slogans sur le "miracle de la Swatch" (lire notre dossier, pages 6-7).

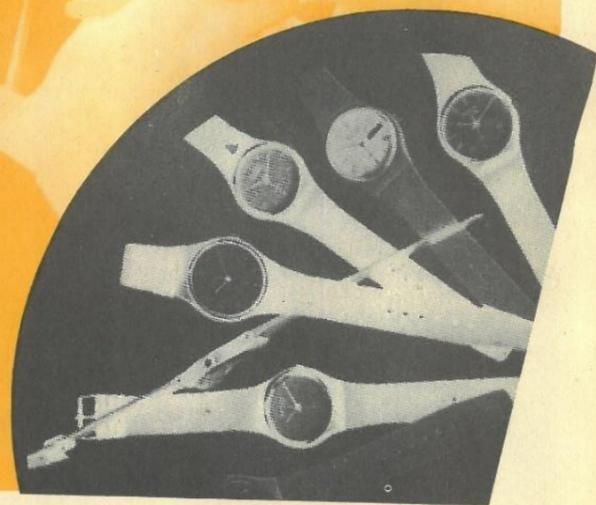
**L**a misère n'est plus la même, mais l'exploitation reste. Quotidienne, dévalorisant les vies humaines. Et même si la gauche traditionnelle perd du crédit – justement par conservatisme – cela ne fait pas disparaître pour autant cette réalité du travail. Si on prend d'ailleurs la peine de lever les yeux au-delà du monde occidental, qui osera nier que bien des pages de Marx parlent encore de ce qu'on voit dans les bidonvilles de Sao Paulo, Téhéran ou Bombay ? La famine et la misère, l'interdiction des syndicats restent le lot d'une majorité de l'humanité exploitée.

Ceux qui enterrent le bon vieux Marx ne l'ont pas vraiment lu. Il ne fut de loin pas le seul à dénoncer la misère ouvrière de son temps. Mais sa force fut de comprendre que cette misère cachait un mécanisme bien plus profond : l'appropriation du travail d'autrui pour en tirer profit.

La Brèche

CONDITIONS DE TRAVAIL :

# LES REVERS DE LA SWATCH



NICARAGUA :

## L'agression contra

(Interview de Chantal Bianchi en page 12)

## Après la chute de Marcos : QUELLE EST AUJOURD'HUI LA SITUATION AUX PHILIPPINES ?

Assemblée publique  
avec **Pierre ROUSSET**  
(spécialiste du Sud-Est asiatique,  
auteur d'ouvrages consacrés  
au Vietnam)

**LAUSANNE, mardi 18 mars,**  
20h 15, Salle des Vignerons  
(Buffet de la Gare CFF)

**GENÈVE, mercredi 19 mars,**  
20h, Centre universitaire  
protestant (2, av. du Mail),  
7e étage

Org. : **Parti socialiste ouvrier  
(PSO)**

Voir notre interview de  
Pierre Rousset en page 9

## NICARAGUA DOIT SURVIVRE

Le Nicaragua, victime d'une guerre d'agression menée par les Etats-Unis, est en lutte pour sa liberté et pour conserver ses acquis. Le peuple nicaraguayen tente de maintenir, malgré la guerre, ce qui a été bâti et de survivre. Il a besoin de notre soutien.

Joignez-vous à la campagne **Nicaragua doit survivre**. Elle permettra aux Nicaraguayens de disposer des biens de base nécessaires à sa survie. Ces biens qui ne sont plus disponibles à cause de la guerre et de l'embargo économique décrété par les Etats-Unis.

Versez vos dons aux comptes suivants :

- CCP 80-60518-0, Comités de solidarité avec le Nicaragua ;
- CCP 12-18093, Centrale sanitaire suisse, Genève ;
- CCP 40-260-2, Terre des hommes ; à chaque fois avec la mention "Nicaragua doit survivre".

Donnez ou récoltez le matériel suivant :

- outils et matériel de construction ;
- matériel scolaire ;
- matériel pour la population en zone rurale (par exemple bottes de caoutchouc, lampes de poche et piles, radios...);
- matériel médical.

Le **Secrétariat Amérique centrale**, Baslerstrasse 106, 8048 Zurich, renseigne sur le matériel exact à récolter et donne les adresses des coordinateurs locaux.

En Suisse romande, il existe des coordi-

nateurs dans les villes de Lausanne, Genève, Yverdon, La Chaux-de-Fonds, Fribourg Neuchâtel, Biemme et au Jura (Courtételle) et en Valais (Aigle).

## Marche internationale de Pâques au Dreyeckland

Lörrach - **BALÉ** - Saint-Louis  
Lundi de Pâques, 31 mars 1986

Contre la "guerre des étoiles"  
Pour le désarmement  
Contre les essais nucléaires

Départ : Bâle, 10h  
Org. : Comité international pour la  
Marche de Pâques

## A propos de l'article "M. Aubert dans le borborygme argentin"

Monsieur le Rédacteur,  
Madame la Rédactrice,  
Quand on travaille dans une pizzeria,  
c'est connu, on n'a qu'à se nourrir de pizzas!

Moi, je suggère à M. Thévenaz qu'il lance une campagne pour "la suppression des allocations de l'Hospice Général pour tous les gens qui pourraient manger des pizzas à l'œil" et on pourrait y ajouter leurs confrères de l'hôtellerie ou encore tous les gens qui travaillent.

Du reste le simple bon sens indique que les "allocations de l'Hospice Général", ça devrait pas exister!!

Je ne sais pas si vous avez mal recopié quelques slogans (des phrases musclées...) piqués ça et là dans de quelconques Suisse ou Matin, mais ces propos démagogiques sur l'aide sociale ne sont pas d'un meilleur niveau.

Il n'y a pas à défendre Bufano, du reste je trouve que vous soulevez un vrai lièvre, mais ne ponctuez pas au demeurant un bon article de propos mesquins sur l'octroi de l'aide sociale.

Ceci mis à part, bravo pour le dossier "Consommation d'alcool en Suisse".  
Et bonne journée.

Marie Tontaine  
Lausanne, le 6 mars 1986

Chère lectrice,

La Brèche n'a pas l'habitude de propos mesquins sur les allocations sociales! Si donc, dans ce cas, nous avons mis en cause l'octroi de ces allocations, ce n'est pas parce que M. Bufano travaille dans une pizzeria. Mais parce qu'il touche des allocations - alors que son extradition est demandée depuis 16 mois - tandis qu'on les refuse à bien des réfugiés.

Michel Thévenaz



## Défense du droit d'asile : 8000 À BERNE

Samedi 1er mars, Berne a retenti des cris d'indignation de 8000 manifestant(e)s protestant contre le démantèlement du droit d'asile. Organisée par le Comité suisse pour la défense du droit d'asile et soutenue par de nombreuses organisations, dont le PSO, cette manifestation entendait montrer une opposition sans compromis au cours effrayant qu'emprunte la politique du Conseil fédéral en la matière. Notamment en ce qui concerne la révision de la loi sur l'asile, actuellement en discussion devant les Chambres.

Les manifestant(e)s, dont bon nombre de groupes d'étrangers, ont défilé dans les rues de la Vieille-Ville et se sont rendus devant le Palais fédéral. Là, plusieurs orateurs se sont exprimés, demandant, entre autres, l'arrêt des expulsions, le rejet de la révision de la loi sur l'asile et la mise sur pied d'une solution humanitaire globale pour tous les requérants en Suisse depuis deux ans au moins. Pas important et encourageant dans la mobilisation qui doit s'intensifier - le Conseil fédéral continue en effet sa sinistre besogne (cf. l'expulsion des Tamouls, colonne ci-contre) - cette manifestation souligne la rage de larges secteurs de la population face à l'attitude criminelle des autorités sur le droit d'asile. Comme on pouvait le lire sur une banderole : "Pas d'expulsion vers la torture et la mort." correspondant

## SOIRÉE D'INFORMATION SUR LE KURDISTAN

LAUSANNE, salle de paroisse  
Saint-Laurent, 31, rue de l'Ale,  
samedi 22 mars, 20h

Conférence de **Christiane More**,  
auteur du livre *Les Kurdes aujourd'hui*  
Dès 18h : diapos, musique, repas.

Org. : Association Suisse Kurdistan

## MANIFESTATIONS SILENCIEUSES "jusqu'à ce qu'ils restent"

En solidarité avec les réfugiés,  
contre les expulsions,  
organisées par SOS Asile Vaud

LAUSANNE  
place Saint-François, 11h  
tous les 2e samedi du mois

Prochaine manifestation  
samedi 12 avril  
thème : Zaïre

## Télégramme de SOS Racisme Vaud à Mme Kopp

Alors que la révision de la loi sur l'asile est en discussion devant les Chambres, Mme Kopp et M. Arbenz ont levé l'interdiction d'expulsion des Tamouls.

SOS Racisme Vaud a envoyé le 11 mars 1986 ce télégramme à Mme Kopp.

"Madame Kopp, nous vous en conjurons, reculez. Un langage lénifiant dissimule une décision tragique. Les ressortissants tamouls sont exclus du droit à l'asile, un programme de déportation est à l'œuvre. Hier, c'étaient les Juifs. Restriction du droit d'asile égale atteinte aux droits de l'homme, la désobéissance civile serait un devoir si l'Etat refusait la conciliation. SOS Racisme Vaud."

## Expulsion des Tamouls :

### SCANDALEUX ET CRIMINEL

Le Conseil fédéral a osé. Il autorise le rapatriement des Tamouls dès le 15 mars. Cette décision était pendante depuis le 1er mai 1984, vu la situation bien trop dangereuse dans l'île. Aujourd'hui, d'après les sept "sages", ça ne serait plus le cas. Dixit Elisabeth Kopp qui prend ses informations auprès du ministre sri-lankais des Affaires étrangères. Autant demander à Pinochet s'il fait bon vivre au Chili! Cette décision est irresponsable, criminelle, honteuse. Elle se fonde sur des arguments hypocrites et mensongers. Les 5000 Tamouls qui seront renvoyés risquent gros (mort, tortures, emprisonnement ou disparition). Même un rapport d'une délégation au Sri Lanka de l'Office fédéral de la police le dit. Les experts, qui y ont séjourné du 14 au 24 décembre dernier, rapportent les paroles suivantes du général Attygalle, responsable de la défense et de la sécurité : "Tous les demandeurs d'asile sont des criminels qui ont quitté le pays pour éviter d'y être poursuivis. 70 o/o des rapatriés seront considérés comme des terroristes et 30 o/o traités en citoyens. Mais ces gens représentent un risque de sécurité pour le pays." (Le Matin, 12 mars 1986) A bon entendeur, salut! L'Economist du 8 mars, célèbre journal de la City londonienne, écrit : "Lancez une bombe sur un village à Jaffna, le district le plus au nord du Sri Lanka, et vous avez toutes les chances de tuer ou blesser des Tamouls. Plus de 97 o/o de la population est tamoule. Actuellement ce district est bombardé quasi quotidiennement pour, selon les termes du général Junius Jayewardene, donner une "solution militaire" à l'insurrection tamoule." Mme Kopp doit savoir, elle aussi, que les bombes n'opèrent aucune discrimination entre combattants, population civile, femmes ou enfants. Devant la Commission des droits de l'homme, en session maintenant, de nombreux témoignages insistent sur la recrudescence de la violence au Sri Lanka. Par exemple : "On compte près de 128 cas de disparitions seulement depuis le mois de juin 1985. (...) Le représentant indien à la commission a dénoncé l'escalade de violence arbitraire contre la minorité tamoule (...) qui ressemble, de plus en plus, à une véritable persécution." (La Liberté, 12 mars 1986) Amnesty International a publié, à la fin de l'année passée, un communiqué "faisant état de graves violations des droits de l'homme, (...) dont les principales victimes étaient dans une écrasante majorité des cas des civils tamouls". Malgré l'unanimité de ces témoignages, le Conseil fédéral s'en fout. Il lui paraît plus important de répondre présent aux sirènes xénophobes et racistes. Quitte à marcher sur des cadavres! Une seule réponse dès lors : renforcer au maximum la mobilisation contre cette entreprise criminelle. Avant qu'il ne soit trop tard.

La Brèche

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

En Suisse : l'exploitation existe 1

### POLITIQUE

Politique d'asile : Etat d'exception 3

OSEO : politique d'asile ou... compromis ? 3

Elections vaudoises : "Avoir une cervelle verte" 8

Entretien avec Gaston Cherpillod 8

Programme d'armements 1986 : valse de milliards pour bal des vampires 8

### SOCIAL

Egalité hommes-femmes : en l'an 2000, peut-être 4

Travail de nuit : ne pas céder 4

Capitalisme et crise 4

"Ganz unten", de Wallraff : au fin fond de l'exploitation 5

### DOSSIER

Succès patronaux et vie ouvrière : le revers de la Swatch 6-7

"On est toujours rien" 7

A Biemme : nouvelle pauvreté 7

### INTERNATIONAL

Un an après l'intervention US : GRENADE désamorcée 9

PHILIPPINES : fin du premier acte. Interview 9

Votation du 12 mars : ESPAGNE, hors de l'OTAN ! 10

Notes internationales 10

### À LIRE

"Kalibu", un nouveau menseul : "Créer un lieu d'expression". Entretien 11

### L'ÉVÉNEMENT

NICARAGUA : "On a le droit d'exister". Interview de Chantal Bianchi 12

## abonnez-vous

Abonnements à **La Brèche** :

- une année, enveloppe ouverte 55.-
- une année, enveloppe fermée 65.-
- une année, étranger (Europe) 80.-
- abonnement de soutien 100.-
- abonnement d'essai (7 num.) 13.-

(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

- La Brèche, case postale 858
- 1211 Genève 3
- CCP 10 - 25 669

Rédaction :

- La Brèche, 3, rue Chaucrau
- 1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry  
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :  
**prenez contact**

Parti  
Socialiste  
Ouvrier (PSO)  
section suisse  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

Adresses des sections romandes  
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

- case postale 13, 2500 Biemme 4, 032 / 22 95 47
- case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
- case postale 28, 1700 Fribourg 6
- case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
- 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
- case postale 82, 1020 Renens VD 1
- case postale 1532, 2002 Neuchâtel
- case postale 485, 1400 Yverdon

## Politique d'asile :

En somme, pour obtenir l'asile en Suisse, il faut produire un certificat de torture... C'est le juge cantonal vaudois Roland Bersier qui le dit (24 Heures, 28 février 1986). Et il a raison. A l'égard des réfugiés, l'Etat de droit ressemble à un Etat d'exception. Voici, pour le confirmer une fois de plus, des extraits du témoignage de deux anciens collaborateurs de l'Office fédéral de la police (OFP), division des réfugiés<sup>1</sup>. Au niveau de l'audition cantonale déjà, l'hostilité antiréfugié commence. "Des requérants turcs ont signalé plusieurs fois que l'un des interprètes utilisés par un canton romand avait des contacts étroits avec la représentation diplomatique et les autorités turques. Cette information a été transmise à la direction de la division par la voie de service, il y a environ 12 mois, en vue d'une intervention auprès du canton." Depuis, aucune réaction de la direction. On imagine le climat de confiance lorsque le requérant turc s'exprime en présence d'un ami de la dictature de son pays. Puis vient l'audition fédérale sur laquelle l'OFP se basera pour établir sa décision. Le requérant répond aux questions du fonctionnaire chargé de son dossier: "... nous avons pu constater que certains collaborateurs évitent sciemment de poser au requérant certaines questions relatives à des faits qui pourraient fonder une décision positive." D'après ces collaborateurs, "... c'est au requérant de

## ETAT D'EXCEPTION

faire valoir des motifs valables, et non à eux de les lui suggérer." Ces motifs "valables" désignant le "vrai" réfugié sont particulièrement restrictifs. La définition du réfugié se trouve dans l'article 3 de la Loi sur l'asile. "Cet article, (...), ne privilégie pas le critère de l'activité politique, mais le cite comme un motif d'asile parmi d'autres. Par ailleurs, il ne mentionne pas du tout comme seul type de persécution "reconnue" la persécution exercée par un Etat. Or, l'autorité administrative - en l'occurrence, l'OFP - se réfère à une prétendue "pratique constante des autorités fédérales" (...) pour ne retenir pratiquement comme motif d'octroi de l'asile que la persécution subie en raison d'activités politiques personnelles clairement démontrées. Dès lors, la simple appartenance à une ethnie (ou encore la pratique d'une religion), même si celle-ci est effectivement et gravement persécutée, ne constitue pas un motif suffisant pour l'octroi de l'asile." Ainsi la Suisse se permet de refuser l'asile à certaines personnes à qui le HCR lui-même a reconnu la qualité de réfugié!! C'est dire à quel point la frontière entre "vrais" et "faux" réfugiés fluctue en fonction de l'arbitraire des directives du Département fédéral de Justice et Police (DFJP). Mais sa turpitude ne s'arrête pas là. Il y a un vieux principe en matière d'asile qui s'appelle le non-refoulement. A savoir: la possibilité pour le requérant refusé de ne pas être renvoyé dans son pays. Ecoutons à ce sujet nos deux ex-collaborateurs: "L'expérience montre que dans la plupart des cas le renvoi s'accompagne du rapatriement. Dès lors, pour la quasi majorité des requérants, renvoi finit par signifier rapatriement."

Le recours? Passons sur les innombrables embûches qui le parsèment. Signalons simplement que depuis le 1er janvier 1986 les fonctionnaires du service concerné doivent produire cinq décisions sur recours par semaine. Une décision par jour... qui signifiera peut-être vie ou mort pour un être humain! C'est dément. Pareille mesure s'inscrit parfaitement dans l'obsession du DFJP de faire fondre la "montagne" de dossiers. Cette fameuse "montagne" qui n'a rien d'himalayen. Rappelons aux "flippés de la barque est pleine" les chiffres suivants. Si la Suisse acceptait tous les candidats à l'asile, on obtiendrait, compte tenu des réfugiés déjà reconnus, un total de 53 049 personnes. Soit le 0,9 o/o de la population (9 réfugiés pour 1000 habitants)<sup>2</sup>.

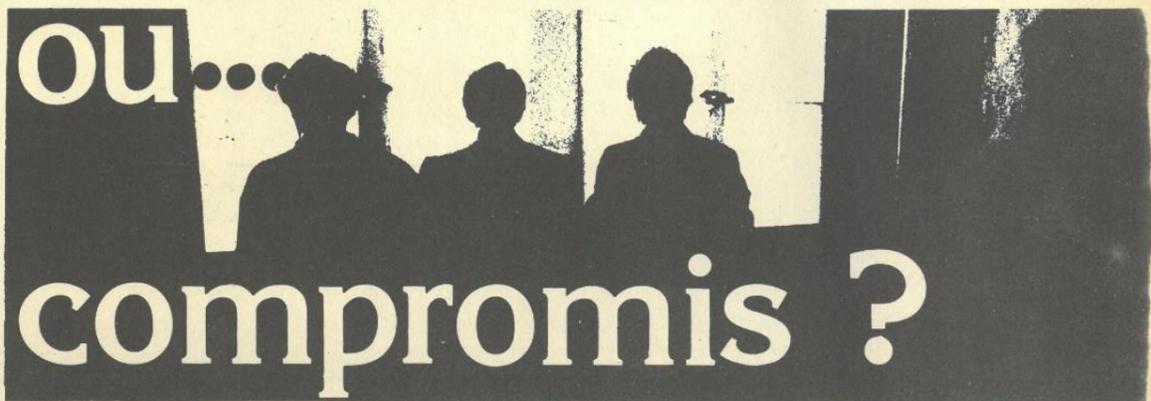
P. Girardet

1. Deux anciens collaborateurs de l'OFP témoignent. Publié par Comité suisse pour la défense du droit d'asile et Ligue suisse des droits de l'homme.

2. Le vrai et le faux. Brochure de la CRT, p. 20.

## Oeuvre suisse d'entraide ouvrière :

# Politique d'asile



L'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) est également victime des remous provoqués par la politique d'asile. Peu avant Noël, six collaborateurs de la section réfugié et l'ensemble du personnel de la section information et propagande ont démissionné collectivement pour la fin mars 1986. La direction syndicalo-socialiste de l'OSEO s'obstine à présenter cet événement comme "un conflit strictement personnel". Il n'en est rien en fait. Il s'agit plutôt d'une controverse sur le genre de politique d'asile à mener.

La crise de l'OSEO couve depuis longtemps déjà. Elle commence en août 1984 lorsque Albert Wiss est élu nouveau secrétaire central de l'OSEO. Wiss fut propulsé à ce poste par l'aile syndicale la plus conservatrice (en particulier les représentants de la FTMH) contre la volonté du personnel. Et ceci dans le seul but de bloquer le candidat choisi par les employés et une partie de la direction, le conseiller national socialiste Hans-Jörg Braunschweig.

### La pointe de l'iceberg

Le blocage de Braunschweig est la pointe de l'iceberg de la politique de collaboration, chère au PSS (Parti socialiste) et à l'USS (Union syndicale), également en vigueur à l'OSEO en matière d'asile. Au cours des années précédentes, l'aide aux réfugiés était encore conçue comme un acte politique. Le nouveau chef de section cependant, Rolf Bärtschi (en fonction depuis janvier 1985), l'a transformée en une forme de simple assistance aux réfugiés. En obstruant systématiquement les initiatives politiques de ses collaborateurs. Cette façon de faire, que Bärtschi pratique avec la bénédiction de la direction de l'OSEO, comble d'aise la droite. Elle ne demande en effet pas autre chose afin de pouvoir tranquillement poursuivre sa politique de démantèlement du droit d'asile (voir ci-contre).

L'étape précédant cette politique "pragmatique" de l'OSEO a été la décision - à nouveau contre la volonté du personnel - d'ouvrir un foyer d'attente pour requérants à Malix (Grisons). Par contre la volonté des collaborateurs de faire

participer l'OSEO à une permanence juridique pour requérants à Zurich fut immédiatement bloquée. Idem concernant l'action à l'église de Seebach en faveur des Chiliens menacés d'expulsion: l'OSEO est absente. C'est ce "pragmatisme de boutiquier" qui est à la base de la démission collective.

### Le secrétariat occupé

A la suite de leur démission, les neuf employés ont voulu tenir une séance d'information pour les réfugiés confiés à l'OSEO. Mais le secrétaire central Wiss réagit illico: il les menace de sanctions disciplinaires s'ils maintiennent leur réunion. La séance annulée, les réfugiés se rendent alors à la "contre-réunion" que Wiss a organisée à toute vitesse pour le même soir. Là, le président de l'OSEO, Aeschbach, et le chef de la section des réfugiés, Bärtschi - Wiss n'a pas fait le déplacement - sont durement questionnés par les 150 requérants présents. Ils mettent sérieusement en cause le glissement à droite de la pratique de l'OSEO, ainsi que l'alignement du PSS et de l'USS sur la politique d'asile de la droite.

Le lendemain, des membres du Comité asile de Zurich et des réfugiés occupent le secrétariat central de l'OSEO. A l'occasion d'une conférence de presse, ils demandent à la direction de ne pas oublier le passé antifasciste de leur organisation et de s'engager concrètement dans des actions de solidarité. Par exemple, la création de refuges pour candidats à l'asile refusés. En même temps, Wiss<sup>1</sup> est convié à une réunion du Comité asile.

Cette dernière, qui a eu lieu le 12 février en présence de 300 per-

### PSS et OSEO

Deux jours après l'occupation de ses locaux, la direction de l'OSEO a elle aussi tenu une conférence de presse. Le président de l'OSEO et secrétaire USS Karl Aeschbach, le président du PSS Helmut Hubacher, le secrétaire central de l'OSEO Albert Wiss et le chef de la section réfugié Rolf Bärtschi se sont mis en quatre pour nier le tournant à droite de l'OSEO. Au début de la conférence, Karl Aeschbach expliquait que la ligne politique de l'oeuvre d'entraide était fixée par les trois organisations portantes, soit le PSS, l'USS et les Femmes socialistes. Notre journal allemandique *Bresche* posa alors la question si l'évidente politique d'adaptation à la droite du PSS en matière d'asile avait un rapport avec l'actuel conflit à l'OSEO. Helmut Hubacher, au détour d'une longue réponse évasive, laissa entendre que le PSS devait s'insérer de la meilleure manière possible dans un contexte politique difficile. Autrement dit, le PSS suit dans le domaine une politique à mi-chemin entre les pressions xénophobes de l'Action nationale et quelques références aux droits de l'homme.

La défense du droit d'asile n'en sortira certainement pas vainqueur. En tout cas Hubacher l'a dit: le PSS ne se considère pas comme le protecteur des réfugiés. Avec une gauche pareille, la droite a encore quelques beaux jours devant elle.

sonnes, a adopté une série de demandes adressées à l'OSEO: sa participation active à la mobilisation pour la manif du 1er mars contre le démantèlement du droit d'asile; son soutien à la création d'un centre de rencontre pour requérants et réfugiés à Zurich; l'aménagement dans chaque ville d'un refuge pour les candidats à l'asile menacés d'expulsion.

La direction de l'OSEO devra maintenant se prononcer. Va-t-elle rester prisonnière de cette attitude passive qui consiste à accepter tacitement la politique d'asile de la droite?

Denis Lavanchy

1. Nous venons d'apprendre que suite à ce conflit Albert Wiss a démissionné de ses fonctions.

Egalité hommes — femmes :



# En l'an 2000, peut-être

La disparition des inégalités entre hommes et femmes n'est pas pour demain. Ne serait-ce qu'au niveau des textes législatifs, on est encore loin du compte. Dans une série de domaines — assurance-maladie, formation professionnelle, marché du travail — d'importantes discriminations subsistent. Sans parler de la situation au plan cantonal. Alors l'égalité dans le droit fédéral ? En l'an 2000, peut-être. Si tout va bien.

Depuis 1981 seulement un article de la Constitution garantit l'égalité des droits entre hommes et femmes. Sur cette base, le nouveau droit matrimonial (entrée en vigueur pour 1988) supprimera les discriminations les plus crasses. Mais dans le cadre familial uniquement. Quant au reste... Dernièrement, le Conseil fédéral a rendu public un rapport répertoriant les inégalités. Il y présente aussi ses propositions pour les abolir. L'exercice ressemble plus à une course d'obstacles que de vitesse.

## Egalité à l'envers

La liste des inégalités est trop longue pour les citer toutes. Retenons-en cependant quelques-unes, significatives. L'assurance-maladie : vraisemblablement pour longtemps encore les femmes paieront en moyenne 10 o/o de plus de cotisations que les hommes. Des cotisations qui, par ailleurs, ne cessent d'augmenter. Le Conseil fédéral dit bien qu'il souhaite l'instauration de cotisations égales. Mais il ne sait ni quand, ni comment. Pourtant la loi

sur l'assurance-maladie est actuellement en révision partielle devant les Chambres. Cette révision n'empêche absolument pas, à condition de le vouloir, l'inscription du principe de l'égalité. Sa réalisation, sans augmentation des cotisations masculines, ne pose, elle aussi, aucun problème particulier. Sans modification législative, il suffirait de 250 millions de francs en plus de contributions fédérales. C'est-à-dire dix fois moins qu'un programme d'armement ordinaire ! Question de priorités, et celles de la majorité de droite ne font aucune doute : des canons plutôt que des cotisations sociales.

Toujours concernant les assurances, c'est dans l'AVS que le Conseil fédéral entend abattre le plus de besogne. Mais en faisant tourner la roue du progrès à l'envers. Il vise

l'égalité pour l'âge légal de la retraite... en haussant celui des femmes (aujourd'hui à 62 ans, 65 ans pour les hommes). En plusieurs étapes. D'abord par l'élévation à 63 ans de l'âge de la retraite des femmes (10e révision de l'AVS vers 1987-1988); ensuite par l'égalité complète, probablement à 64 ans vu que c'est la formule la moins chère. Joli résultat ! Pour les femmes, l'égalité en matière d'AVS se traduira par une péjoration du système en vigueur.

## Pas demain la veille

Reste tout ce qui touche au droit du travail. Là, le gouvernement avoue son impuissance. Il reconnaît (comment faire autrement ?) la discrimination évidente sur le marché du travail. Sous-qualifiées, mal payées, premières licenciées, les femmes risquent d'attendre encore longtemps l'application des droits égaux. Elles gagnent en moyenne un tiers de moins que les hommes; 75 o/o de l'ensemble des ouvrières sont semi ou non qualifiées. Depuis 1939, l'écart entre les salaires masculins et féminins ne s'est rétréci que de 12 points pour les ouvrières, 10 points chez les employées. Dès 1970, le salaire des femmes s'est stabilisé à 67 o/o de celui des hommes. La différence n'a quasi plus bougé depuis (voir *La Brèche*, No 349, 5 octobre 1985). En dépit du principe de l'égalité des salaires applicable à tous les secteurs de l'économie.

Le Conseil fédéral constate tout cela ainsi que sa prétendue impuissance. Il admet que la charge familiale et la formation professionnelle<sup>1</sup> au rabais des femmes jouent un rôle dans cette situation. Et "courageusement" il propose : on verra lors de la prochaine législature (1987-1991) ce qu'il faudra faire... Autrement dit : puisque c'est comme ça, autant continuer !

P. Girardet

1. Ceci n'a pas empêché le Conseil fédéral et la majorité des Chambres (dont de nombreux/ses député(e)s socialistes) de descendre en flammes notre initiative formation professionnelle qui, justement, s'attaque à ce problème.

## CAPITALISME ET CRISE

France :

### ILLETTRES ET ANALPHABÈTES

"Ce garagiste (...) n'a pas son égal en mécanique. (...) Jusqu'au jour où le garage qui l'emploie décide de moderniser sa gestion. Désormais, chaque ouvrier devra remplir une fiche pour le client. Le mécanicien modèle en est incapable. Faire un réglage, oui, il sait. Mais écrire, non. Il est licencié." (*Le Monde*, 28 février 1986) Histoire banale et exemplaire d'un mal dont souffrent des millions de personnes aujourd'hui en France. 300 000 à 400 000 analphabètes recensés ! Mais les illettrés sont beaucoup plus nombreux, ces gens qui ne comprennent pas une annonce d'emploi, ni une feuille de paie, ni un horaire de train et encore moins un formulaire quelconque. Ces personnes atteignent près de

15 o/o de la population. A telle enseigne que l'armée a prévu des cours pour les jeunes incorporés ne sachant quasi plus lire ni écrire. Sur 420 000 appelés chaque année, 30 000 sont dans cette situation. Un siècle après l'instauration de l'école obligatoire, il y a de quoi "cauchemarder". Beaucoup, semble-t-il, ont "désappris" à lire ou à écrire, n'ayant plus eu suffisamment l'occasion de s'exercer après leur scolarité. Epanouissante la vie dans cette fin de siècle !

### Du côté des radicaux : AMITIÉ PARTICULIÈRE

En Afrique du Sud, les Noirs ne sont ni maltraités ni opprimés. Les médias prétendant le contraire sont "soudoyés par des milieux communistes ou pro-

communistes qui font de la désinformation" (*L'Hebdo*, No 7, 13 février 1986). Un représentant de l'apartheid qui parle ? Non. Geneviève Aubry, candidate radicale au Conseil d'Etat bernois, sur les ondes de Radio-RSA, radio sud-africaine. En visite (d'information sans doute) au pays du racisme institutionnalisé et accompagnée d'un autre radical, le conseiller national Pierre Rimé. Celui-ci a d'ailleurs eu cet argument massue : "Quand les médias suisses parlent de Soweto, c'est toujours pour montrer les clochards." Pas tristes les radicaux ! C'est en Afrique du Sud qu'ils révèlent leur vrai visage : celui de l'exploiteur qui voit dans les masses noires en révolte quelques "clochards" manipulés "par des milieux communistes". Désinformation, vous avez dit désinformation ?

Burke

## Travail de nuit :

### NE PAS CÉDER !

Tel est le titre d'une petite brochure<sup>1</sup> éditée par le Comité travail et santé de Neuchâtel. Elle retrace les étapes essentielles de la lutte contre l'introduction du travail de nuit pour les femmes. Reprenons-en quelques faits. Début 1984, Ebauches, entreprise horlogère, dépose une demande de levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Suite à une mobilisation importante, le Conseil fédéral rejette, en août 1984, la requête d'Ebauches. Première manche gagnée. Moins d'un an après cependant, l'ASUAG-SSIH remet ça. Les patrons affirment que les femmes doivent travailler la nuit, sinon c'est la catastrophe.

Inutile d'insister sur les dégâts physiques que provoque le travail de nuit (voir *La Brèche*, No 356, 1er février 1986). "La plupart des enquêtes sur les effets du travail de nuit ou en équipes, rappelle le Comité travail et santé, montrent qu'aux troubles physiques et aux restrictions sociales s'ajoutent, pour les femmes, les pressions particulières des obligations familiales." Qui se répercutent sur toute la famille, enfants compris. Une enquête de 1981 parle même d'un "héritage social" négatif pour ces enfants : "plus de difficultés scolaires et (ils) poursuivent plus rarement des études que ceux dont le père travaille de jour."

Les exemples et témoignages foisonnent à ce sujet. Pas pour rien que l'OIT (Organisation mondiale du travail) interdit par trois conventions (1919, 1934 et 1948) le travail de nuit des femmes. Mais les patrons aimeraient remonter dans le temps. A une époque où l'on pouvait exploiter les gens sans restriction. Aujourd'hui, ils utilisent l'argument de la concurrence internationale, de la rentabilisation des investissements et même (ô les braves gens!)... de la sauvegarde des emplois. Eux qui en ont massacré 60 000 dans le secteur horloger. Le Comité travail et santé rétorque à juste titre : "On ne peut pas dire que le travail de nuit crée des emplois. Un des buts déclarés de l'introduction de cette forme de travail est l'amortissement plus rapide des machines. Compte tenu de l'évolution technologique, il y a fort à parier que les nouveaux appareillages (...) nécessiteront très vite moins de personnels. Quelques dizaines d'emplois aujourd'hui pour moins d'emplois demain (...). Par contre il est sûr que cela (le travail de nuit, réd.) détériorerait les conditions de travail et de salaire..." La compétitivité internationale a également été le prétexte invoqué l'année passée par le ministre indien de l'Economie qui voulait légaliser le travail des enfants. A chacun sa flexibilité... Et toujours avec le même chantage pour faire céder les travailleurs/euses. C'est pourquoi le Comité travail et santé continue sa lutte contre la levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ainsi que pour en empêcher toute nouvelle introduction pour les hommes.

P. Girardet

1. *Travail de nuit : ne pas céder !* A commander à : Comité travail et santé, case postale 1639, 2002 Neuchâtel.

"Ganz unten", de Günter Wallraff :

# Au fin fond de l'exploitation



Il a replongé, Wallraff. Une nouvelle fois, l'incorruptible a fouillé les tréfonds d'une société capitaliste développée, celle de l'Allemagne fédérale en l'occurrence. De sa plongée, il nous a ramené un superbe livre, dont la traduction française est en cours<sup>1</sup>.

Deux ans ! Deux ans dans la peau d'un travailleur immigré turc, le pseudo Ali Levent Sigirlioglu. Deux ans de galère, de la restauration (Mac Donald !) à la métallurgie, en passant par le bâtiment, les laboratoires de tests et les équipes d'entretien des centrales nucléaires. Deux ans de violence quotidienne, de racisme, d'exploitation nue. Un choc, dont la santé de Wallraff gardera toujours les traces. Un témoignage, acéré comme le diamant, qui dit que près de cent ans après la rédaction du *Capital*, la surexploitation est toujours là, avec son cortège de travailleurs réduits à l'état de zombies. Un formidable acte d'accusation, qui ramène les crétiens brachycéphales prônant la disparition de la classe ouvrière à leur véritable rang, celui des amuseurs publics. Ci-dessous, quelques extraits, pour que vous achetiez en masse ce livre, œuvre salubre et urgente. Salut, Wallraff, salut, journaliste !

## AU FEU, LES POMPIERS !

Les combles brûlent. Les couvreurs n'ont pas été assez prudents. Plusieurs voitures de pompiers arrivent, des flics aussi. Avec d'autres collègues, Ali est envoyé sur la toiture encore embrasée, pour débarrasser les combles. Ce faisant, les semelles de ses chaussures de gym commencent à fondre ; deux ou trois fois, des poutres enflammées le (Ali) frôlent.

Un groupe de poiciers et de pompiers est près de nous et nous regardent balancer ces brûlots dans le fond du chantier. Nous nous agitons sous leurs yeux, sans vêtements de protection. Tout à fait illégalement. J'imagine qu'ils le savent ou du moins qu'ils s'en doutent. Mais ils se taisent. Eux aussi profitent de nous, nous faisons à leur place le sale boulot le plus dangereux.

dans la même colonne n'a survécu que parce qu'il s'était soûlé la veille et qu'il était resté aux plumes."

Pendant que nous essayons, au milieu de notre nuage de poussière, de nettoyer le sol et de mettre la poussière dans des sacs en plastique, des monteurs de Thyssen qui travaillent quelques mètres plus bas, passent en courant à côté de nous, direction l'air frais : "Vous êtes cinglés, dans une merde pareille, on ne peut pas bosser !" Une demi-heure plus tard, un responsable de la sécurité de Thyssen nous fait l'honneur de sa visite. Retenant sa toux, la main sur le nez, il nous explique : "Les collègues se sont vigoureusement plaints. Avec la merde que vous faites, ils ne peuvent plus travailler. Dépêchez-vous un peu de finir."



1. Günter WALLRAFF, *Ganz unten*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1985.

## SCÈNES DE CHASSE EN BAVIÈRE

Passau (Bavière), mercredi des Cendres. Ali se rend au spectacle donné à 7000 invités par le chef de la CSU (démocratie-chrétienne), Strauss. Je ne sais si un tzigane participant à une réunion nazie à la "Bürgerbräukeller" de Munich se serait senti aussi à l'aise, mais j'ai le sentiment d'avoir vécu un peu de cela. Ali fut et resta le lépreux dont on se détourne.



En médaillon : Ali qui s'est fait tation turque d'ex-

Je (Ali) me dirige vers l'une des dernières places libres. Avant que j'arrive à poser la moitié de mes fesses sur le bout du banc, mon voisin prend exprès le plus de place possible. Et m'apostrophe : "Dis donc, d'où tu viens, toi ? Pas foutu d'avoir la paix, avec cette bande d'éboueurs. Savez pas où est votre vraie place ?"

De tous côtés, on me dévisage avec stupeur. Le citoyen politiquement engagé qui se trouve à ma gauche bave sa bière — déjà bien bourré. Je (Ali) cherche à faire

## HUMOUR COSMOPOLITE

Voici quelques exemples de "plaisanteries" courantes en Allemagne qui illustrent bien "l'ambiance" entourant les immigrés turcs.

Alfred : "Quelle est la différence entre les Turcs et les Juifs ?"

Moi (Ali) : "Tous hommes, pas différence."

Alfred (trionphant) : "Si, les Juifs y sont déjà passé !"

Udo, s'adressant à moi (Ali) : "Combien peut-on mettre de Turcs dans une VW ?"

Moi (Ali) : "Sais pas."

Udo : "Vingt mille. Tu ne me crois pas ?"

Moi (Ali) : "Si tu dis, c'est vrai."

Udo : "Tu veux savoir comment ?"

Moi (Ali) : Plutôt non."

Udo : "C'est tout simple. Deux devant, deux derrière, le reste dans les cendriers !"

Alfred : "Vous connaissez la dernière ? C'est un jeune Turc qui promène un berger allemand et qui croise un Allemand. Qui lui dit : "Où vas-tu avec ce porc ?" Le jeune Turc : "c'est pas un cochon, c'est un véritable berger allemand, avec un pedigree, même." Le type lui répond : "Ferme ta gueule, c'est pas à toi que je cause."

bonne figure : "Je très ami votre monsieur Strauss. Homme fort, Strauss, homme fort." Gros éclat de rire, pour toute réponse : "Ha ha, vous l'avez entendu ? Strauss et lui, amis, c'est la meilleure !" L'arrivée d'une accorte serveuse modifie leur centre d'intérêt. Son profond décolleté, et surtout la nouvelle tournée qu'elle apporte, sont plus passionnants. (...)

Neuf heures du matin, à Passau. Je n'ai pas besoin de chercher la halle des Nibelungen. De toutes les rues, les fans de Strauss — parmi eux de nombreux non-bavarois — convergent vers la salle. A onze heures, Strauss donnera le coup d'envoi de son "mercredi des Cendres politique"; deux heures avant, les bancs sont quasiment tous occupés. Déjà l'air de l'énorme halle est enfumé, déjà chacun s'est envoyé deux ou trois chopines de bière. Poisson et fromages disparaissent. Aujourd'hui, Carême commence.

Les premiers mots du chef de la CSU se perdent dans le bruit. Le discours dure trois heures. Le suivre au milieu de cette foule en sueur est très difficile. Après trois ou

quatre chopines de bière, même la logique s'épanouit : "Nous sommes un parti de gens intelligents, nous avons un électoralat intelligent, et c'est pourquoi nous avons la majorité dans le pays. Si nos électeurs n'étaient pas aussi intelligents, nous n'aurions pas la majorité." Tonnerre d'applaudissements. La salle cuit sur place.

Les toilettes n'ont pas résisté à la demande des utilisateurs. Des ruisselets d'urine se forment à leur approche; dans la salle, il arrive même que l'un ou l'autre se soulage à travers les canons de son pantalon.

## FAITES DONC MOINS DE POUSSIÈRE EN TRAVAILLANT !

Nous descendons plusieurs rampes d'escaliers. La lumière y pénètre de moins en moins, l'air est de plus en plus empuissieré. Tu te dis qu'il y a tellement de poussière que tu n'arriveras pas à respirer. Mais ce n'est que le début. On te file un pistolet à air comprimé dans les mains et tu dois débarrasser l'épaisse couche de poussière métallique qui recouvre les machines. En un clin d'œil, il y a une telle concentration de poussière que tu ne vois plus tes mains. Tu ne fais pas que respirer la poussière, tu l'avales, tu la bouffes vraiment. Tu t'étouffes. Chaque respiration est un tourment. Tu essaies de retenir ta respiration, mais c'est impossible, puisque tu dois faire le boulot. Le contre-maître nous surveille comme un commando de détenus, du haut de la rampe d'escaliers, là où circule un peu d'air frais. Il dit : "Grouillez-vous. Dans une ou deux heures, vous aurez fini et vous pourrez retourner à l'air frais."

Trois heures, c'est plus de trois mille respirations. De quoi s'encrasser complètement les poumons de cette poussière de coke. Ça pue en plus le gaz de coke, on se sent un peu envapé. Quand je demande où sont les masques de protection, Mehmet m'explique : "Pas recevoir, sinon travail pas assez vite, chef dire pas d'argent pour." Même les collègues qui sont là depuis longtemps ont peur. Helmut, un Allemand d'à peine trente ans qui en paraît presque vingt de plus, se souvient : "Il y a une année, six collègues sont morts à la suite d'une arrivée inattendue de gaz dans le haut fourneau. Au lieu de courir en bas des escaliers, paniqués, ils sont montés, avec le gaz. Un bon copain à moi, qui travaillait

\* ENTRETIEN AVEC MARINETTE \*

**La Brèche :** M. Thomke vient d'être élu le "Biennois 1985" pour avoir contribué au sauvetage de l'horlogerie. Toute la presse parle du miracle de la Swatch. 10 millions de montres ont conquis le monde. 50 000 par jour sortent des chaînes d'ETA à Granges, où tu travaillais. Qu'en penses-tu ?

**Marinette :** En fait de miracle, c'est un vrai scandale cette nomination. Le *Journal Biel-Bienne*, qui a patronné l'affaire, a même reçu des téléphones de protestation. On leur offre volontiers notre place de travail un moment et après ils jugeront mieux le miracle.

Voilà comment en tourne. Pour que les machines produisent à plein rendement, on nous impose le travail par équipes, en attendant l'autorisation de nous faire travailler de nuit. L'équipe du matin travaille de 6h à 14h, celle du soir de 14h à 22h. Pour la première équipe, la prime a été supprimée, ce sont les privilégiés, disent-ils. Pour celle du soir, une prime de 20 o/o, et pour les "rotatifs", ceux et celles qui alternent matin/soir, un "sucre" de 15 o/o. L'année dernière, la prime était plus forte.

Les primes ne servent qu'à nous coincer. S'il n'y a pas assez de production, ils font venir des femmes dès 5h du matin, avec 25 o/o de prime pour cette heure-là. Ils disent qu'il y a des volontaires, c'est pas volontaire puisque les salaires sont si bas, et les gens ont des dettes. Ils sont sûrs de leur coup. Ils nous mènent comme du bétail. Résultat : les gens sont malades. En moyenne vingt par jour, parfois même une trentaine. C'est énorme. C'est le seul moyen de dire : "Je n'en peux plus."

\* Malgré les primes, les salaires restent insuffisants à ton avis ?

— J'avais 2200 francs, j'étais une des mieux payées. Mais c'était déjà 200 francs de moins qu'à la Rolex. En général, le salaire mensuel tourne autour de 1800 francs, plus la prime d'équipe. Sinon, tu as un salaire de base d'environ 1650 francs, plus la prime d'équipe, plus la prime de rendement. Mais on n'arrive presque jamais à 2000 francs net à la fin du mois. Au 1er janvier 1986, ils ont dû donner 100 francs de réajustement. Mais ils ont supprimé le repas gratuit. Ils économisent ainsi 150 francs. On y perd au niveau du salaire, mais aussi au niveau santé. On préfère "manger sur le pouce" car le resto est trop cher. On sait que c'est malsain, mais vu qu'on a toutes des obligations familiales et que l'augmentation des prix dépasse le renchérissement, c'est de nouveau les femmes qui trinquent.

\* Comment ETA réussit à produire les 50 000 montres par jour ?

— On doit être environ 250 à ETA Granges. La produc-

tion directe, ce sont les femmes qui la font. Dans une équipe il y a environ quinze femmes et trois mécanos. Ils embauchent des femmes parce qu'on est plus habiles et plus rapides pour ce travail minutieux. Les mécanos nous dépannent, mais souvent ils doivent aussi nous aider, car on ne tient pas le rythme. Maintenant, pendant la période de pause, quand les ouvrières quittent l'atelier, les machines ne s'arrêtent pas. Deux ou trois femmes doivent rester et s'organiser pour contrôler chacune trois ou quatre machines à la fois. Les cadences sont toujours plus folles. On est toujours plus fatiguées.

\* Tu parles toujours des femmes, n'est-ce pas pareil pour les hommes ?

— Non. Eux, ils travaillent moins dur que nous. D'abord, très peu doivent faire les horaires d'équipes. La plupart font les heures normales depuis 7h, surtout les chefs.

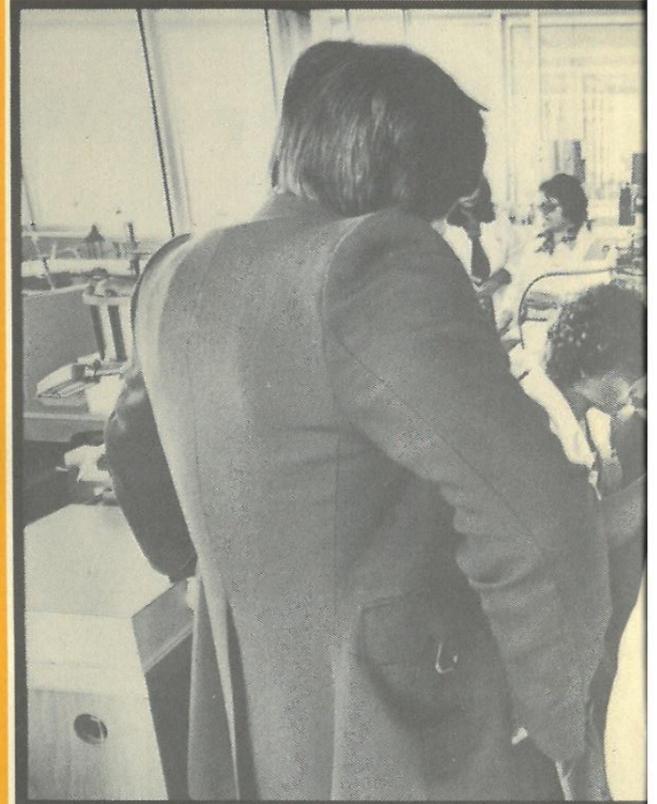
De plus, notre travail est trop lourd et très pénible. Les caisses à transporter sont très lourdes pour nous. Le rythme nous presse toujours. Par exemple, quand un mécano vient pour préparer une panne, il nous explique qu'il ne faut pas faire tel geste, car c'est dangereux. Mais il ne peut pas comprendre. On fait au plus vite. Lui, il n'a pas idée ce qu'est le rendement. On a l'impression qu'il ne fait rien. C'est nous qui produisons tout.

\* Et comment résistez-vous à ces cadences ?

— Le pire, c'est le système de travail par équipes. Tout a été bouleversé pour moi. Au niveau santé, toutes les femmes se plaignent d'une fatigue extrême. Nous n'arrivons pas à récupérer. On perd le rythme des repas et du sommeil. Pour être en forme et se lever à 4h30 le matin (il faut compter que nous avons au moins une demi-heure de trajet chacune), il faudrait se coucher très tôt le soir. C'est vraiment injuste, ça nous coupe de tout. Si on fait l'équipe du soir, on est de retour presque à 23h. Tout est fermé. De toute façon, toute la vie est perturbée, on devient nerveux et notre entourage en souffre. C'est un sacrifice énorme. L'Homme est vraiment le plus idiot de la Nature. Le soir les fleurs se ferment et les animaux vont se coucher. Le soleil et la lumière nous influencent comme le reste de la nature. A cause de ce stress permanent, beaucoup de femmes se sentent en crise. "On ne se voit plus avec mon mari, il faut payer pour les études des enfants..., alors les tensions se développent..., mais on n'a pas les moyens de divorcer", me disait une collègue.

Mais le pire de tout, c'est que le travail est tellement banal qu'il n'a aucun sens. Il nous arrive d'avoir honte de dire "Je suis de la Swatch." On nous considère comme seulement bonnes à ça, comme les "rescapées de la crise horlogère". Et à la boîte, ils osent dire qu'on joue au Lego !

Ils sacrifient notre santé, notre avenir pour sauver leurs millions.



Succès patronaux et vie ouvrière

# LE REVUE LA SWATCH

Qui n'a pas entendu parler du miracle de la Swatch ? montre fait un tabac. Commercial bien sûr, et donc ébranlée par les nouvelles technologies et la production. Et — pour les industriels, les économistes et la presse patron d'ETA.

Décidément athée, La Brèche ne croit pas aux miracles. ETA, elle lève un peu le voile de l'imposture.

**D**ommage que les femmes ont tellement peur de perdre leur place. Elles auraient beaucoup à dire. Toute sa vie, Marinette a été ouvrière dans l'horlogerie. Elle en connaît la vie, les plaintes, les jalousies et les moments d'entraide. Elle partage volontiers sa riche réflexion sur le quotidien des femmes, "la petite ouvrière" comme on dit, celle de la plus basse classe sociale.

Personne ou presque ne leur prête attention. Même elles-mêmes ne parlent pas de leur travail tant elles ont perdu confiance en elles. Elles le fuient. Leurs enfants savent que "maman (ou papa) travaille à l'usine", mais ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'elle ou il y fait.

Entrons, avec Marinette, dans ce quotidien des ouvrières de la Swatch.

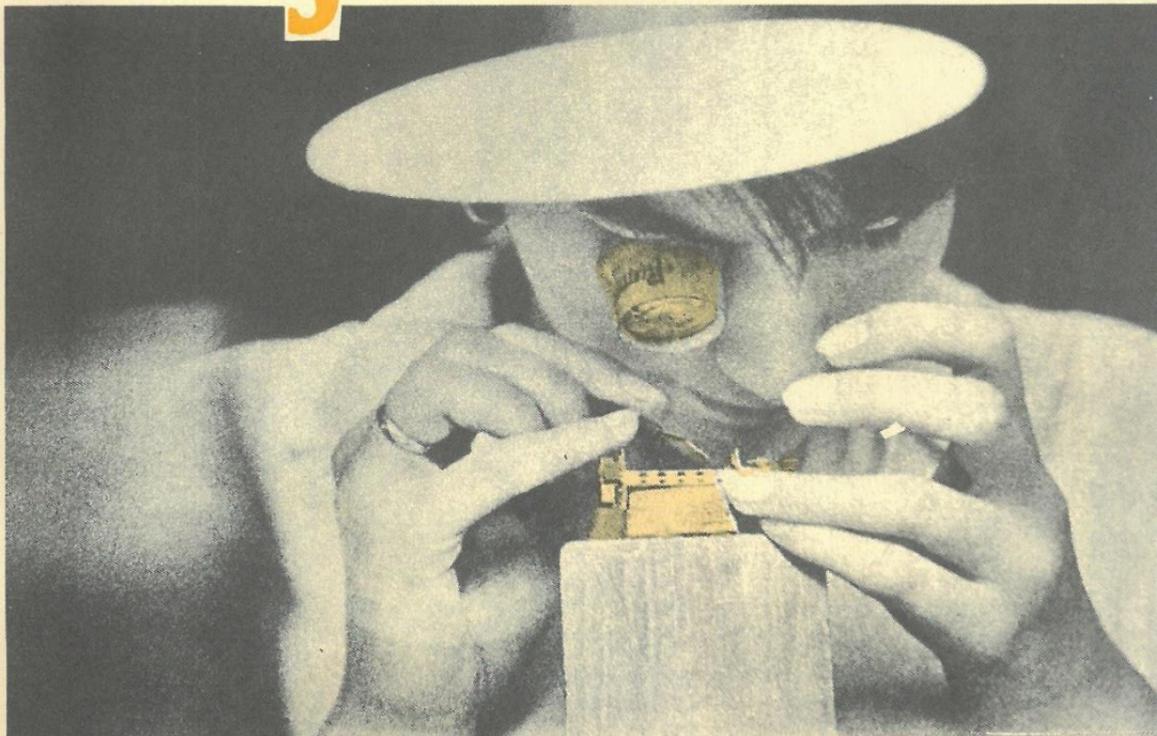
## "MÉCONTENTES DU MATIN AU SOIR"

Indéniablement, c'est d'abord une profonde insatisfaction qui s'exprime : les salaires trop bas, les cadences infernales, la fatigue cumulée. Le mépris pour les chefs aussi, et le sentiment d'injustice. "C'est pas une vie, ça. Ils nous mènent comme du bétail, ils sont sûrs de leur coup" — dit-elle en parlant du système des primes selon les équipes.

Mais très vite, l'insatisfaction franchit le seuil économique pour se porter sur des aspirations de type qualitatif. "Quand elle a touché sa paye de fin décembre, 1790 francs net, une collègue a directement pris la porte et envoyé sa dédite. S'èreinter pour si peu, elle n'en pouvait plus." La dévalorisation du travail est telle que l'ouvrière se sent impuissante, seule avec sa révolte. Elle change de boîte, gagnera peut-être 100 francs de plus, mais "tout est bloqué, on n'a aucune chance de s'en sortir".

Bloqué parce que "beaucoup de femmes seules ou di-

# «On est toujours rien



restent toujours en-dessous du modèle." Et, habilement, la direction entretient cette infantilisation. "Quand la TV est annoncée pour un tournage, on nous recommande d'être sages. Arborer le badge "ETA, C'EST MOI" signifie: je ne veux pas parler. Sinon, le micro peut t'interroger." Ou encore: "Quand Thomke commente les progrès de la production et nous encourage vers le million de Swatch par mois, il nous offre un verre de blanc avec des amuse-gueules!" Mais des informations sérieuses sur la marche de l'entreprise, c'est réservé au conseil d'administration et à la publicité auprès des journalistes. "Nous, on ne sait jamais rien."

**"ELLES ONT BIEN TROP PEUR"**

On se demande toujours "comment ça peut tourner?" Marinette apporte quelques réponses intéressantes.

"Les femmes ont bien trop peur. Deux ont des maris invalides, d'autres sont divorcées, d'autres ont des dettes, des enfants qui font des études. Elles ont absolument besoin de ce salaire, même minable.

Des jeunes filles n'ont rien trouvé d'autre que l'usine, elles ne sont pas préparées. Alors elles acceptent tout. Les vieilles, elles, ont toujours bossé et n'ont jamais eu le temps de s'intéresser à autre chose. Quant aux étrangères, elles espèrent être là pour peu de temps... mais elles restent. Elles ne veulent rien dire, comme étrangères.

Alors l'ambiance est pesante." Chez Schild, Loretta racontait que des panneaux "INTERDIT DE PARLER" étaient récemment apparus dans les ateliers de femmes, ainsi que les jetons pour aller aux toilettes.

"Le travail en équipe te mine encore plus que les horaires de jour. Il n'y a pas de possibilité de s'épanouir. Au bout de dix ans, on sera complètement désintégré(e) de la société. On vit toujours à contre-courant. De plus, après 40 ans, avec tout le stress qu'on a eu dans la vie, l'usure est là."

Bien plus complexe encore est ce sentiment, profond chez les femmes, de "toujours tout faire en même temps", de ne jamais avoir le temps de recharger les batteries.

**"ON N'EST PAS FAITES QUE POUR PRODUIRE"**

"On fait le ménage, on élève les gamins, on travaille dehors. Et pourtant, on n'est toujours rien. On ne connaît rien d'autre! Les femmes n'ont pas de place active dans la vie sociale. On est réduites au cadre de la famille. Et c'est depuis des décennies la même chose."

Une ancienne ouvrière de Bulova, Ruth, humiliée, faisait du porte-à-porte à Noël avec des calendriers: "J'ai fait sept enfants. J'ai tout fait, ménage, couture, éducation. J'ai bossé à la Bulova dès que le plus jeune est allé à l'école. Depuis que la Bulova est fermée, je ne trouve pas de travail. J'ai plus de 40 ans et je ne sais rien faire, me dit-on! Vous imaginez tout ce que je sais faire, mais ça ne vaut rien."

Et Marinette poursuit: "On aimerait s'en sortir, étudier. Mais on est coincées. On n'est pourtant pas faites que pour produire des enfants et des montres! La société nous pousse, mais rien ne nous aide. On n'est pas libres."

Seuls des bornés ou des sexistes endurcis s'étonneront des conséquences: tensions nerveuses et maladies de tout genre, crises familiales et de couples, dépressions et troubles psychiques. Le récent rapport de la Commission fédérale féminine sur la Santé des femmes n'aborde que superficiellement ce problème.

**LE CHOC SOCIAL**

L'extension des nouvelles technologies, la flexibilité qu'elles imposent aux êtres humains préparent un choc social qui ne fait encore qu'émerger. Conçues pour les machines, les nouvelles technologies imposent leur rythme aux femmes et aux hommes qui doivent les manier, les contrôler. Elles sont introduites avec une rapidité inouïe, bien que très inégale. "Comme les machines automatisées pour poser les aiguilles ne sont pas au point, quand il y a une panne on fait à la main 1000 pièces en huit heures. Sinon, avec la machine, ce sont 4000 pièces en sept heures."

Les relations au travail, entre collègues comme avec la machine qui dicte les cadences, en sont radicalement modifiées. Les habitudes de vie, les relations sociales et affectives sont brisées, bouleversées d'un jour à l'autre. Celles et ceux qui résistent sont traités de passésistes. La flexibilité est l'apanage des modernistes. Particulièrement visées par les tâches les plus rébarbatives et la surcharge accrue due aux décalages entre la vie professionnelle et familiale, les femmes encaissent le choc. D'autant plus fort.

"Ils nous gâchent la vie! Ils sacrifient notre santé pour sauver leurs millions." Que de potentialités féminines ligotées pour faire fructifier les investissements comptés des grandes banques! On pourrait bien parier que le miracle de la Swatch tient, essentiellement, à la surexploitation accrue des femmes. Mais jamais un économiste ne calcule le taux de profit sur le travail des femmes. Il ne voit que la masse salariale, neutre et asexuée.

Marie-Thérèse Sautebin, en collaboration avec Marinette qu'on remercie ici.

**A Bienne :**

**Nouvelle pauvreté**

En une dizaine d'années, 10 000 emplois en moins pour la ville de Bienne seulement. Le traumatisme des queues de chômeurs, c'était l'actualité 1975-1976, puis 1983-1984. Entre ces deux pointes, la courbe du chômage était retombée. Aujourd'hui, Bienne compte son millier de chômeurs: 879 chômeurs/euses à plein, 241 partiel(le)s (janvier 1986). Mais le chiffre réel atteindrait le triple. D'où un taux de chômage non pas de 3 o/o, mais plutôt de 10 o/o. Soit un niveau comparable aux pays capitalistes voisins.

La première vague a fauché les immigrés. Ils ont constitué le premier contingent de licenciés (General Motors), mais n'étaient pas pour autant chômeurs! En 1975, bien peu étaient assurés. Entre 1975 et 1976, 4000 immigré(e)s ont perdu leur place de travail, dont 3700 saisonniers et permis annuels. "S'ils avaient timbré, le pourcentage de chômage aurait été de 17 o/o et non pas de 3,4 o/o à Bienne en 1976. Les étrangers ont servi de soupape et la majeure partie du chômage a été exportée."<sup>1</sup>

Une fois le trop-plein immigré épuisé, ce sont les femmes qui ont trinqué lors de la seconde vague de récession.

Alors qu'en moyenne, les femmes représentent un tiers de la population active, leur part varie entre 50 o/o et 60 o/o du total des chômeurs. Les proportions sont donc presque inversées. Le risque pour une femme de se retrouver au chômage et d'y rester est trois à quatre fois plus grand que pour un Biennois. Si les femmes ont subi le même sort que les hommes lors de la fermeture de Bulova (1982) ou des ateliers d'Omega, elles retrouvent moins facilement du travail que leurs collègues masculins. Moins de mobilité vu la famille, moindre qualification, pas de nouvelles embauches. 70 o/o des chômeurs de longue durée sont des femmes mariées. En outre, beaucoup d'entre elles ne timbrent plus après avoir épuisé toutes les possibilités de l'assurance-chômage. Elles vivent de petits boulots irréguliers.

Les jeunes: les moins de 25 ans représentent 30 o/o des chômeurs. Ils ont fini l'apprentissage et n'ont plus de place. Pour les jeunes femmes, les deux tiers de ce groupe, la situation est pire encore. Elles n'ont parfois même pas fait d'apprentissage. Les personnes au-delà de 50 ans également. Elles "participent" pour environ 30 o/o au total des chômeurs/euses et perdent toute chance de retrouver un emploi stable.

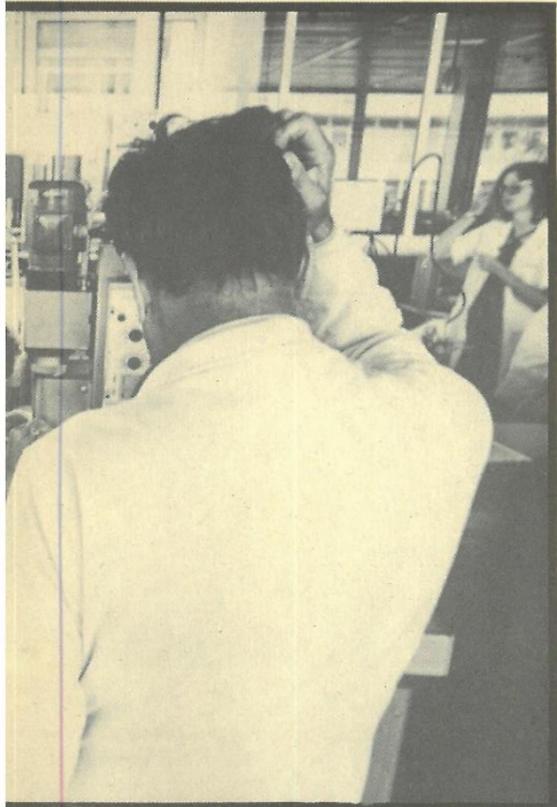
Un phénomène inconnu jusqu'alors est apparu. Les Oeuvres sociales biennoises doivent soutenir non seulement les chômeurs ayant épuisé toutes les allocations disponibles, mais aussi des salarié(e)s qui n'atteignent plus le minimum vital. Ainsi à la couche des 800 "cas sociaux traditionnels", s'ajoutent chaque année environ 500 personnes pour cause de "revenu insuffisant". "Prestations de chômage insuffisantes, salaires insuffisants de femmes chefs de famille, carences ou réductions du droit à l'indemnité de chômage qui font un trou dans le budget, voilà autant de situations qui peuvent pousser nos citoyens et citoyennes à franchir le seuil de notre office." (Rapport de gestion 1984. Direction des Oeuvres sociales.) Il s'agit en particulier de familles ayant perdu le deuxième salaire.

56 o/o de ces nouveaux pauvres sont des personnes de moins de 35 ans; plus de 70 o/o sont des femmes. Même avec une formation professionnelle, leur revenu souvent ne suffit plus s'ils ou elles vivent seul(e)s. La catégorie la plus touchée se rencontre chez les femmes seules à bas salaire, avec charge de famille. Écoutons le témoignage de l'assistante sociale du planning familial de Berne, Maria Lehmann: "Il ne s'agit pas, et c'est nouveau, d'une aide à court terme, mais à long terme vu le peu de perspectives d'avenir. C'est nouveau également que des femmes de condition tout à fait normale deviennent, du simple fait d'une grossesse, des cas sociaux..." (Berner Zeitung, 4 février 1986.)

Les Arnold, Thomke et consorts dorment tranquilles. La municipalité à majorité socialiste gère la misère. Le clan bourgeois l'en félicite chaque année, à l'heure des bilans.

M.-T. S.

1. Les données sont tirées de *Neue Armut in Biel?* Vereinigte Schulen für Sozialarbeit Bern, septembre 1985.



Interfoto

ère :

**ERS DE ATCH**

Après la saignée de la crise horlogère, cette nouvelle de jolis profits. Tout l'avenir de l'horlogerie suisse, de masse étrangère, serait dans ce joujou miracle, ocile - dans le sens des affaires du Sieur Thomke,

les. Et en discutant avec Marinette, ouvrière chez

orcées n'ont pas le choix. On est nombreuses dans ce cas, vec charges familiales". Bloqué aussi parce que "tous ceux ui ne "rendent" pas assez sont éliminés... on ne peut îême pas revenir aux horaires normaux, même pour motifs e santé". Bloqué enfin parce que "nous sommes des "res- apées" tout juste bonnes à faire ça... jouer au Lego".

Alors comment imaginer s'en sortir? Où trouver l'espace our une formation? Et pour faire quoi? Le contenu du ravail, voilà le coeur du problème.

**"UN TRAVAIL VIDE DE SENS"**

"On dit toutes qu'on est très fatiguées. Mais c'est un ravail tellement banal qu'il n'a aucun sens. C'est ça qui te ide. Plus que de travailler en soi. Plus que le travail du nénage en soi. C'est le complexe d'infériorité, au travail omme dans le ménage. La vie culturelle nous abaisse artout..."

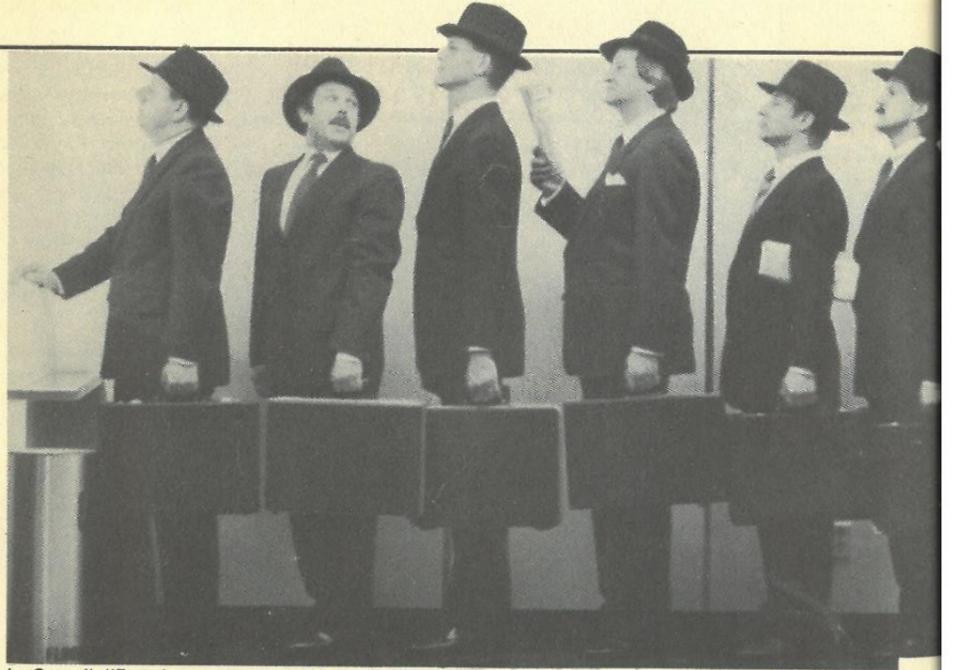
Et Marinette compare l'attitude des collègues masculins ace au travail: "Les hommes, par exemple, sortent facile- ment de l'atelier pour parler. Mais nous, on n'ose presque amais. L'homme, on lui a appris à décider, à dominer. Il a noins de problèmes dans la vie sociale. Nous, dès toutes etites, on nous habitue à ces petits travaux et au fur et à esure, les femmes s'écrasent, se soumettent. Partout, omme dans la famille. On a pourtant les mêmes cinq sens u départ, mais l'éducation nous fait différentes."

Résultat: une ségrégation au travail qui complète celle écue dans la famille. Un profond sentiment d'incom- préhension. "Ils ne peuvent pas comprendre" cet isolement les femmes dans un monde fait par et pour les hommes.

Le non-sens du travail dévalorise leur propre personna- lité. "On se sent toujours inférieures. Alors les femmes identifient à des personnages de romans feuilleton, elles e font une image de ce qu'elles voudraient être. Mais elles

Elections vaudoises :

# «AVOIR UNE CERVELLE VERTE»



Le Conseil d'Etat dans sa "nouvelle" formule. Cherchez les différences.

A campagne morose, résultats moroses. Ces élections cantonales vaudoises ont été marquées du sceau de la continuité maussade. Radicaux et socialistes se sont vus confirmés, par les quelques électeurs qui se rendent encore aux urnes, dans leur place maîtresse au sein du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. Pas d'escapade gauchiste à attendre donc du PS dans les mois à venir. Outre les résultats d'Alternative socialiste verte (ASV), qui présentait sur ses listes des membres d'Alternative démocratique (AD), du Parti socialiste ouvrier (PSO) ainsi que des personnes indépendantes, deux seules évolutions notables à signaler. D'une part la percée de l'Action nationale se maintient : avec 12,8 o/o à Lausanne et 8,6 o/o dans l'arrondissement de Romanel, elle aura six élus au Grand Conseil. D'où l'urgence de renforcer la dénonciation de leur démagogie raciste. D'autre part le Parti ouvrier populaire (POP) poursuit son déclin régulier et perd trois de ses six députés (dont Verena Berseth, les trois députés réélus appartenant à la "vieille garde"). Pour la première fois depuis 40 ans, il ne disposera plus des cinq députés nécessaires pour former un groupe parlementaire. La Brèche a rencontré Gaston Cherpillod, écrivain et candidat ASV au Conseil d'Etat, pour en discuter.

## LES RÉSULTATS D'ASV

10 216 voix (9,5 o/o) : tel est le score réalisé par Gaston Cherpillod, candidat d'ASV au Conseil d'Etat. Soit près de 450 suffrages de plus que Verena Berseth, la candidate du POP. Une première dans le canton de Vaud que de voir le POP dépassé par une autre force à la gauche du PS.

Au Grand Conseil, ASV a recueilli 4,6 o/o des suffrages dans l'arrondissement de Lausanne, 3,6 o/o dans celui de Romanel (Renens), 3,2 o/o à Yverdon et enfin 8,7 o/o dans l'arrondissement de Nyon, où ASV a ainsi un élu, André Kissling.

Ces chiffres confirment les résultats obtenus lors des élections communales d'octobre 1985. A savoir : l'existence d'un vote significatif pour la gauche alternative, même si elle a des difficultés à franchir la barre du quorum.

Remarquons encore, avec Gaston Cherpillod (cf. interview), que, selon un sondage, 30 o/o des jeunes ayant participé à Lausanne à l'élection au Conseil d'Etat ont voté pour le candidat d'ASV. Un encouragement à poursuivre une claire campagne pour la défense de l'environnement et contre la xénophobie.

J.-F. Marquis

d'hui se compose de soixante-dix ou quatre-vingt, voire cent nationalités différentes.

Et pourtant, même si maintenant on est peu écouté, on commence à l'être ici ou là. Je vous en donne deux petites preuves qui m'ont été fournies par des gens qui habitent mon quartier à Renens.

La première concerne une famille ex-espagnole qui s'est naturalisée il y a un an ou deux seulement. La mère de famille m'a dit : "Monsieur, nous avons lu la propagande de votre jeune parti, nous en avons discuté en famille et nous avons tous voté ASV." Je ne lui ai pas demandé pourquoi. J'ai pensé qu'avant d'être de bienheureux Suisses, ils avaient été de pauvres immigrés espagnols auxquels nos nationaux avaient dû faire avaler un certain nombre de couleuvres. Et que par chance, au lieu de choisir l'attitude de la névrose, ils ont préféré conserver leur mémoire.

Autre exemple. Celui d'une femme, polonaise d'origine, qui s'est fait naturaliser française, mais qui travaille en Suisse depuis maintenant une dizaine d'années. Elle est bien décidée à vivre le reste de

sa vie chez nous et demandera la nationalité suisse. Elle m'a dit : "Monsieur, c'est bien dommage que je n'aie pas eu déjà le droit de vote. J'aurais pris votre liste, parce que vous, et vous seul, vous avez eu un discours favorable aux étrangers."

Alors, si des "néo-Suisses" nous entendent, on peut imaginer qu'il y a des "vieux Suisses" qui sont aussi capables de nous comprendre. A condition d'aller chercher ces "vieux Suisses" de préférence dans les jeunes tranches d'âge, encore pas trop matraquées par le système. C'était assez agréable de voir que, d'après une petite enquête (de Radio L et de l'Institut de sciences politiques, réd.), 30 o/o des électeurs âgés de 18 à 24 ans et qui se sont déplacés aux urnes, avaient choisi la liste ASV pour le Conseil d'Etat. Non pas parce qu'ils avaient une admiration inconditionnelle du vieux Maître, ni par respect pour ses cheveux blancs, mais parce qu'ils avaient dû probablement voir sous sa vieille perruque qu'il était, comme eux, doté d'une cervelle verte.

Propos recueillis par P. Girardet

La Brèche : Quels ont été les thèmes de la campagne d'Alternative socialiste verte ?

Gaston Cherpillod : Nous nous sommes battus avant tout sur les deux thèmes qui font l'originalité d'ASV depuis qu'elle existe : la défense intransigeante de l'environnement, et une position non moins ferme concernant la lutte contre la xénophobie et toutes les tendances nationalistes. On a été obligé de constater une fois de plus que non seulement les partis dits bourgeois, mais aussi les partis petits-bourgeois que sont le PS et le POP, ont été totalement absents sur ce terrain, confirmant ainsi leur inaptitude totale à comprendre les nouveaux thèmes politiques qui surgissent dans la réalité, et un peu plus lentement dans la conscience des gens. C'est-à-dire la dégradation de l'environnement et la montée des tendances xénophobes, à la limite fascistes.

Nous étions franchement isolés sur ces positions. Parce que le Groupement pour la protection de l'environnement (GPE) mène son combat écologique sur un plan exclusivement parlementaire. Et encore sur des thèmes choisis. Le GPE ne s'aventure jamais sur le terrain miné de l'environnement menacé par la grande industrie et la grande finance qui l'appuie. (...) De toute évidence, malgré sa prétention et son arrogance, le GPE n'est pas un parti écologiste ; c'est un parti de replâtrage des pires dégâts causés par le système de l'économie de marché. Et rien de plus. Quant à la lutte contre la xénophobie, nous l'avons menée une fois de plus de manière intransigeante. Non seulement par la plume dans nos tracts, mais aussi en entrant dans des organisations telles que SOS Asile.

\* Quel a été l'écho rencontré par ces propositions ?

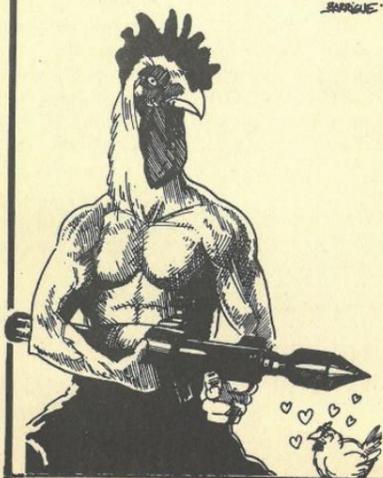
- Tout naturellement, l'écho ne

peut être pour l'instant que faible. Faible parce qu'il n'est pas aisé d'aller contre les habitudes de consommation des gens. Et puis, il faudra habituer la nationalité suisse à l'idée que notre peuple aujourd'hui

## Programme d'armement 1986

# Valse de milliards pour bal de vampires

Le programme d'armement 1986 reste dans la tradition : 1,52 nouveau milliard. Après les chars d'assaut Leopard II, voici le temps des chasseurs de char Piranha ! Monté sur un châssis à six roues Mowag, le Piranha est équipé d'une tourelle de fabrication norvégienne et de missiles filo-guidés TOW de fabrication américaine. 310 Piranha seront acquis pour un montant total de 941 millions de francs. S'ajoutent encore 590 millions pour diverses acquisitions : trois hélicoptères de transport Puma, une amélioration des armes antichars individuelles Dragon, une nouvelle tenue de protection contre les armes chimiques et de nouveaux lance-mines. Bref, une valse de milliards pour un bal de vampires.



Lors de la présentation de ce programme, le chef de l'armement Wittlin a, comme à l'accoutumée, insisté sur le fait que ces dépenses correspondent à 7300 années de travail individuel en Suisse. Mais le peu d'opposition que ce paquet suscite, notamment du côté du PSS, ne doit cependant pas masquer la polarisation accrue du débat public autour de l'armée.

### Armée de milice, armée professionnelle ?

"Plus qu'une addition de gadgets : les armes nouvelles demandent une préparation très sophistiquée au combat. A se demander sérieusement si l'armée de milice sera toujours à la hauteur", écrivait récem-

ment L'Hebdo (20 février 1986). La constatation, déjà relevée par La Brèche (voir notre dossier dans le numéro 349, 5 octobre 1985), est logique. A force d'équiper son armée d'armes prétendues "dernier cri", mais qui ont toujours cinq à dix ans de "retard", la hiérarchie militaire est amenée à réclamer une professionnalisation accrue pour ceux qui s'en serviront. C'est ainsi que le divisionnaire Däniker se demande si "le pilote de milice peut encore tirer de sa machine tout ce qu'elle a dans le ventre". Il en va de même pour les serveurs de DCA électronique, de l'artillerie guidée par ordinateurs, etc. En outre, une telle technicité implique un entretien hautement spécialisé en temps de paix et de guerre. Aussi chaque nouvel achat d'arme rappelle l'exigence d'une professionnalisation des secteurs technologiquement clés difficilement compatibles avec le maintien intégral du principe de milice !

### Nouvelle mouture de la PFS ?

Derrières ces "contraintes technologiques" se profile en fait un projet politique : la constitution d'une force d'intervention spéciale et permanente au sein de l'armée.

L'argument donné publiquement est simple : il faut se "protéger contre une attaque étrangère surprise qui ne laisserait pas le temps à une mobilisation générale". Or on imagine avec peine une telle attaque isolée contre la Suisse, sans une confrontation généralisée en Europe. Dans pareil cas, l'élément de "surprise" est quelque peu... prévisible. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les vraies motivations de ce projet. La perspective à laquelle se prépare la hiérarchie militaire est, fondamentalement et à long terme, celle d'une crise interne, profonde et durable des sociétés capitalistes européennes. L'existence d'un corps d'armée d'élite permanent - par opposition à la milice - faciliterait grandement les tâches de répression interne visant les couches de la population en lutte contre les conséquences de la crise par exemple. Un tel projet ne mérite qu'une seule réponse : une opposition radicale et conséquente. A l'instar du combat contre la Police fédérale dite de "sécurité" (la fameuse PFS). Raison de plus pour faire aboutir la récolte de signatures de l'initiative Pour une Suisse sans armée !

A. Meylan

## Un an après l'intervention US :

Complet jaune canari, vêtu comme n'importe quel colon visitant ses plantations, Ronald Reagan vient de faire sa petite visite à l'île de Grenade — ce minuscule point sur la carte, de 110 000 habitants, où l'empire américain avait décelé voici un an la plus grave menace pour "l'Occident libre", justifiant une intervention militaire. Reagan, évidemment, a levé un toast à la liberté et à la démocratie qui ont mis fin au spectre du "communisme totalitaire". Mais derrière le discours, le souci est ailleurs.

Le Nouveau Parti National (NPP), coalition de trois formations qui ont fait acte d'allégeance à Washington, n'est pas bien solide. Herbert Blaize qui le dirige en autocrate, dans la tradition des possédants de cette île qui ont toujours vécu en parasites, attend tout des USA : il a demandé un crédit de 500 millions de dollars (!) pour sortir le pays de l'impasse. La "liberté" n'a vraiment plus de prix. Vieux et malade, il s'agit de le remplacer et les Etats-Unis misent notamment sur un cadre plus dynamique, Francis Alexis, qui pourrait bien se retrouver prochainement le Premier ministre... démocratique de Grenade.

## Grenade désamorcée?

Mais ces querelles expriment un malaise plus profond. En un an, la situation économique et sociale a amplement démontré de quelles libertés et de quelle démocratie les USA se portent garants. Le taux de chômage, qui était de 12 o/o en 1983, approche aujourd'hui 40 o/o de la population active. Et parmi les actifs, beaucoup ne travaillent que deux ou trois jours par semaine. Il ne suffit pas de déverser sur le pays des motos, des magnétoscopes et des tee-shirts. La montée des prix et la disparition des programmes sociaux mis en place sous la révolution ont vite fait de démasquer l'illusion. Il n'y a plus qu'un seul dentiste à Grenade et les autorités refusent ce travail aux jeunes dentistes qui se sont formés à Cuba. Dans les campagnes, la culture de la marijuana et la prostitution — inévitable "intendance" des troupes d'occupation américaines — sont souvent le seul lot qui reste aux jeunes sans emploi.

Tout l'espoir de la "liberté" était, comme il se doit, fondé sur les attentes d'investisseurs étrangers. "Triste histoire", devait conclure Blaize quand l'entreprise américaine Ingle Toys a fermé ses portes après avoir reçu des milliers de dollars de subventions de Washington. Les seuls apports de capitaux sont ceux qui spéculent sur les terrains. Petite île au passé chargé, sans marché intérieur, faiblement industrialisée — quel capitaliste irait là-bas? L'aide américaine se contente de réparer les routes — militairement toujours utiles.

Quant aux conquêtes démocratiques, la répression syndicale suffit à les illustrer. Les organisations syndicales nées avant et pendant la révolution n'ont pas totalement disparu. Mais la pression est forte pour les anéantir. Les services secrets de la CIA et l'Institut américain pour le développement de la liberté du travail s'emploient à les briser et font réprimer leurs dirigeants, comme Chester Humphrey.

Grenade désamorcée? La liberté des investissements et la "liberté du travail" chères à Reagan entretiennent, à elles seules, le feu de la crise sociale. Et malgré bien des obstacles, dont le plus gros est sans doute le discrédit dû à l'assassinat, par son propre parti, du leader révolutionnaire Bishop, un petit parti d'opposition qui reprend sa tradition, le Mouvement patriotique Maurice Bishop, harcelé par les services américains, essaie de montrer à quel prix se paie la "démocratie américaine".

A. Mahon



Philippines :

# Fin du premier acte

Marcos s'est enfui. Dans un avion américain bourré de fric (22 caisses pleines de pesos philippins), d'or et de diamants. La fortune du tyran se monterait à trois milliards de dollars au minimum. Trois milliards extorqués par la violence, la corruption et toute sorte de détournements. Marcos est maintenant à l'abri dans son exil doré de l'île Hawaï. Grâce à l'administration Reagan.

Pendant ce temps, le nouveau gouvernement de Cory Aquino se met en place. La chute du dictateur n'a été que l'acte premier du processus en cours dans l'archipel. Notre camarade Pierre Rousset, spécialiste du Sud-Est asiatique, fait le point.

**Jean-Jacques Laredo :** La crise qui se déroule aux Philippines fait la une de l'actualité. Peux-tu nous restituer les enjeux de ces événements?

**Pierre Rousset :** Durant les mois qui viennent de s'écouler, le jeu politique a semblé se jouer entre des forces bourgeoises : le clan Marcos et le regroupement autour de Cory Aquino. La gauche et l'extrême gauche philippines ont été marginalisées pendant toute la période électorale et celle qui a immédiatement suivi les élections du 7 février, même si on a vu réapparaître la couleur rouge au milieu du jaune des aquinistes.

Mais il faut bien comprendre que si la crise a atteint cette profondeur, si des forces conservatrices comme l'Eglise catholique se sont jetées dans une opposition décidée à Marcos, c'est parce que l'ombre du développement de la guérilla communiste, d'une crise sociale très profonde, du renforcement d'organisations populaires dirigées par des forces de gauche a plané sur l'ensemble du jeu politique durant ces mois-là. La présence de forces révolutionnaires en plein développement et le renforcement d'un mouvement populaire indépendant et anti-impérialiste a joué un rôle central. (...)

\* Ces derniers jours ont vu l'armée philippine se fracturer. Quelle place cette armée occupait-elle?

— (...)

Nous assistons aujourd'hui à trois développements importants. Premièrement, pour la première fois aux Philippines, il y a eu un ennemi commun à toutes les couches populaires frappées par la crise économique et la répression. Ensuite, devenues armée privée de la famille Marcos, les forces armées ont cristallisé la colère des autres secteurs de la bourgeoisie. Troisièmement, et c'est fondamental, à la fin des années soixante-dix cette armée privée s'est transformée en armée dynastique. La montée du général Ver et les modifications des postes de commandement ont indiqué que le clan Marcos préparait une succession dynastique. Ce dernier point

apparaît dans l'affrontement entre Juan Ponce Enrile et le général Fidel Ramos d'une part, et Marcos et le général Fabian Ver de l'autre<sup>1</sup>.

Enrile a été l'un des barons du régime Marcos grâce auquel il a bâti une puissance économique, mais il a été le penseur et l'âme de la loi martiale et a acquis durant cette période où il est devenu ministre de l'Intérieur une réputation de brutalité sans faille. Enrile, du fait de son intelligence politique et de ses positions, est le successeur naturel de Marcos. La rupture entre les deux hommes date du moment où Enrile a réalisé que la montée du général Ver témoignait de la transformation dynastique et impliquait sa mise à l'écart. Le général Ramos est, de tous les hauts-officiers, celui qui passe pour le plus proche des Américains. (...)

\* Que reste-t-il comme perspective pour les Etats-Unis?

— Aujourd'hui, l'administration Reagan a fini par choisir le camp de Cory. Mais la crise philippine a montré la force et la faiblesse de cette administration. Force, car le seul fait qu'elle n'a pas pris publiquement position contre Marcos lui permettait de se maintenir. Mais aussi faiblesse extraordinaire, car après des années d'efforts, elle n'est pas parvenue à imposer au dictateur obstiné les mesures de compromis qui auraient permis une transition ordonnée.

Deuxièmement, c'est l'un des grands échecs de la politique internationale de Reagan, équivalent de ce qu'a été l'Iran pour Carter. Reagan n'a pas seulement échoué pour une transition, mais son administration a mis au grand jour ses divergences. A force de valse-hésitations, Reagan a réveillé un anti-américanisme virulent dans tous les camps. Ce qui permet pour l'instant aux Etats-Unis de sauver les meubles, c'est que les élections ont fait apparaître pour la première fois une alternative bourgeoise crédible.

\* Dans le camp de la gauche, quel est le poids d'une alternative aux forces bourgeoises?

— La marginalisation de la gauche lors des élections tient à deux

raisons. Le terrain électoral n'est pas son terrain privilégié. Elle a été aussi marginalisée par ses divisions internes. L'axe principal de la gauche est le Parti communiste des Philippines (PCP), la Nouvelle armée populaire (NAP) et le Front national démocratique (clandestin, qui regroupe les secteurs de masse contrôlés par le PC, la NAP et les Chrétiens pour la libération nationale). C'est le seul pôle qui ait une implantation nationale et dans tous les milieux sociaux. Ce front exerce une grosse influence sur le regroupement des organisations de masse populaires, ouvrières, syndicales, paysannes, etc. au sein de la coalition appelée Bayan ("Patrie") (...)

Cependant, il ne faut pas se contenter d'une vision à court terme, même si cette marginalisation actuelle fait problème. La crise ne se limite pas à un ras-le-bol de Marcos et de la répression. C'est aussi une crise économique et sociale majeure et tout nouveau régime, quelle que soit la légitimité temporaire qu'il aura gagnée grâce au prestige de Cory, se trouvera confronté à cela. L'extrême gauche philippine avec son courant majoritaire, le PCP, est profondément enracinée et ce ne sont pas quelques mois de marginalisation relative qui suffiront à la déraciner. Dans une situation plus démocratique, les organisations populaires pourront reprendre leur croissance sur la base de la crise économique et sociale. (...)

Propos recueillis par  
Jean-Jacques Laredo  
(Rouge, No 1198)

1. Juan Ponce Enrile, fidèle de Marcos pendant 20 ans, s'est opposé au dictateur au tout dernier moment. Il est l'actuel ministre de la Défense. Fidel Ramos : actuel commandant des forces armées. Fabian Ver, ex-chef de l'état-major, organisateur de l'assassinat de Ninoy Aquino, en exil avec Marcos.



Votation du 12 mars :

# ESPAGNE, HORS DE L'OTAN!

Le mouvement pacifiste le plus fort et le plus radical d'Europe, celui d'Espagne, subit le 12 mars son test le plus décisif : le référendum sur l'adhésion à l'OTAN, réclamé depuis des années et que le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez a dû finir par accepter, avec trois ans de retard. Le temps, pour les socialistes, de tourner leur veste et de diviser le front pacifiste.

Si la question posée l'avait été franchement, le résultat du référendum ne faisait aucun doute : tous les sondages d'opinion confirment l'écho du mouvement pacifiste et le refus de l'adhésion à l'OTAN. Les raisons en sont multiples.

## Une vieille haine de l'armée

Restée à l'écart de la Seconde Guerre mondiale — tout en appuyant, comme la Suisse, les puissances de l'Axe — l'Espagne n'en a pas connu les destructions. Mais l'armée était celle du franquisme, que les USA ont aidé, durant la guerre froide, à sortir de son isolement en échange de l'installation de bases américaines sur territoire ibérique. Les Espagnols sont ainsi parmi les Européens les plus hostiles aux USA. La politique centroméricaine de Reagan ne fait que renforcer l'opposition aux yankees, déjà manifeste dans la grande sympathie pour les révolutions cubaine, nicaraguayenne ou la résistance chilienne.

il trouve aussi ses origines dans une vieille haine de l'armée que Picasso appelait cette "caste qui noie l'Espagne dans une mer de souffrances et de sang". Le régime interne de l'armée espagnole est toujours celui du franquisme et l'une des marches militaires les plus prisées le "Horst-Wessel Lied" des nazis. Narcis Serra, le ministre socialiste de la Défense, d'abord redouté des généraux — aux traditions putschistes — s'est fait le champion de la "modernisation" de cette armée, qui lui vaut aujourd'hui les félicitations de l'Etat-Major! Quelques vieux généraux ont été écartés, mais l'essentiel subsiste. Serra s'est ouvertement opposé à tout droit démocratique dans l'armée (revendication des officiers qui s'opposaient aux putschistes franquistes), et s'est montré un ferme partisan de l'OTAN : dans l'espoir de substantielles commandes militaires.

On comprend, dès lors, le discrédit des socialistes dans de larges secteurs de la population espagnole : élus pour mettre fin au franquisme

## Le plus fort mouvement pacifiste

Depuis la riposte de masse, en 1981, à l'idée d'adhérer à l'OTAN, avancée par le gouvernement de droite d'alors, le mouvement pacifiste n'a fait que se renforcer en Espagne. Au point que le Parti socialiste (PSOE) a dû faire du refus de l'OTAN l'axe essentiel de son élection en 1982. On voit où ont mené ces promesses.

## LES SOCIALISTES ET LE CHANGEMENT

"L'OTAN est l'organisation militaire imposée par les Américains pour garantir la domination capitaliste." (Felipe Gonzalez, 1976)

"Je sais ce que nous dirions si nous organisons un référendum (...) Nous dirions : sortir (de l'OTAN) oui!" (Felipe Gonzalez, 1981)

"L'entrée de l'Espagne dans l'OTAN fait-elle courir des risques à notre population civile? Oui, ce risque s'accroît considérablement." (Brochure du PSOE, "50 arguments contre l'OTAN", 1981)

"Je crois que l'Espagne ne devrait pas rester dans l'OTAN. Si quelqu'un est d'un autre avis dans le gouvernement, qu'il le dise." (Alfonso Guerra, 1983)

"Le gouvernement considère comme important pour les intérêts de la nation que l'Espagne reste dans l'Alliance atlantique." (Alfonso Guerra, 31 janvier 1986)

A peine parvenu au pouvoir, le PSOE a commencé à changer pour ne plus rien vouloir savoir d'un référendum sur l'OTAN. Le maire socialiste de Madrid, Enrique Tierno Galvan, récemment décédé, franc-tireur parmi les sommités du PSOE, expliquait ainsi cette volte-face : "Je comprends le tournant de Gonzalez sur l'OTAN : se dresser contre l'empire US, c'est comme vouloir arrêter un train en marche." Mais la trahison du PSOE a justement mobilisé des millions d'Espagnols pour tenter d'arrêter cette locomotive.

En mai 1985, Reagan est à Madrid, reçu avec tous les honneurs : un million et demi de manifestants descendent dans la rue pour refuser l'OTAN, les bases américaines, l'intervention US en Amérique centrale. Un mois plus tard, le mouvement pacifiste se joint à la grève générale des Commissions ouvrières (syndicat majoritaire) contre la baisse des rentes et le démontage social sous le mot d'ordre : "Des dépenses sociales, pas des dépenses militaires." En automne, des dizaines de milliers de manifestants dénoncent l'OTAN et



Grand manif anti-OTAN dans les rues de Madrid.

l'armée espagnole, parfois jusque devant les casernes.

Ces deux traits — la participation à une grève générale des travailleurs et la lutte contre sa propre armée — distinguent le mouvement pacifiste espagnol de ceux d'Europe du Nord. Ceux-ci n'ont guère pu se lier à un mouvement ouvrier actif et n'ont que peu mis en question leur propre armée. En Espagne, les Commissions ouvrières forment une part importante du mouvement pacifiste. Des référendums organisés dans des entreprises, comme la fabrique automobile Seat en Catalogne, ont donné des taux de refus de l'OTAN de 80 o/o à 95 o/o.

## La votation du 12 mars

Ces pressions répétées de la mobilisation ont contraint le PSOE à organiser le référendum promis, avec trois ans de retard. Mais le gouvernement socialiste ne pouvait s'y soumettre sans essayer de manipuler. La question posée en votation est assortie de trois conditions, pour calmer les esprits, que le PSOE ne respectera évidemment pas plus que le refus de l'OTAN. Ces conditions sont les suivantes : l'Espagne ne participe pas aux structures militaires de l'OTAN, interdit les armes nucléaires sur son sol et réduit la présence militaire US. Pour couronner le tout, la

question ne mentionne par l'OTAN (le seul terme connu très largement), mais demande si l'Espagne doit rester "dans l'Alliance atlantique aux conditions indiquées".

Les médias et les instances étatiques — comme sous Franco — se sont lancés à fond dans la campagne pour le maintien dans l'OTAN. Pour mobiliser les militants socialistes, la direction peint le diable d'un gouvernement de droite sur la muraille, au cas où Gonzalez perd la partie. La coalition de droite, consciente de cet enjeu — et parce qu'elle veut aussi une adhésion franche à l'OTAN — appelle au boycott du référendum, espérant ainsi faire tomber Gonzalez. Déjà le mouvement pacifiste redoute que le gouvernement n'applique pas le retrait de l'OTAN si le taux de refus n'est pas supérieur aux oui et aux abstentions combinés.

Les résultats ne seront disponibles qu'après le bouclage de nos délais rédactionnels. Mais la force acquise par le mouvement pacifiste, qui a des chances de gagner le 12 mars, indique déjà que, même en cas de victoire de Gonzalez, la mobilisation se poursuivra. Car il ne s'agit pas seulement de l'adhésion à l'OTAN, mais aussi des bases US, de l'armée franquiste et de toute la politique du PSOE.

Jo Lang



Nombreux sont les Espagnols qui redoutent qu'un renforcement de l'OTAN n'aggrave encore la course aux armements, de part et d'autre. Le refus de l'OTAN est un oui massif au désarmement. Mais

et sortir de l'OTAN, ils conservent l'un et l'autre. Au Pays basque et en Catalogne — nations opprimées en lutte permanente contre l'Etat central et son armée — l'opposition est particulièrement forte.

la brèche du 15 mars 1986, page 10

... notes ... notes ... notes ... notes ... n

## Grande-Bretagne :

### LUTTES DANS LA PRESSE

Un an après la fin de la grève des mineurs, la machine de guerre contre les syndicats est de nouveau en marche en Grande-Bretagne. Ce sont cette fois les ouvriers du livre qui en font les frais.

Fin janvier, six mille d'entre eux, à l'appel des syndicats NGA et SOGAT, se sont mis en grève contre l'un des trois grands magnats de la presse britannique, Rupert Murdoch, détenteur du groupe News International.

Il s'agissait pour eux de défendre leurs emplois, menacés par l'introduction de technologies de pointe, et surtout de refuser le contrat que cherchait à

leur imposer Murdoch. Un contrat on ne peut plus explicite : l'engagement à ne jamais faire grève.

En riposte, Murdoch a déménagé ses journaux dans une imprimerie bunker, ultra-moderne et entourée de barbelés, à l'est de Londres, et a fait tourner la machine malgré les grévistes.

Samedi 22 février, une manifestation a eu lieu autour de l'imprimerie. Quarante-sept participants ont été arrêtés.

Robert Maxwell, autre Hersant local, a licencié de son côté cinq cents typographes et deux cents journalistes qui faisaient grève contre son plan de restructuration.

Kalibu, un nouveau mensuel :

# «Créer un lieu d'expression»

On connaît les difficultés matérielles auxquelles s'affronte la presse alternative et de contre-information. Ajoutons-y le peu de tradition en la matière en Suisse romande, notamment de la part du mouvement ouvrier. Aussi "l'opinion publique" s'alimente-t-elle essentiellement aux sources (plus ou moins claires) des grands médias. La qualité de l'information s'en ressent inévitablement.

Une bonne raison pour saluer la naissance d'un nouveau périodique: *Kalibu*, mensuel d'informations générales sur le Monde Noir. *La Brèche* a rencontré son rédacteur responsable, Bambata Rushenguziminega.

*La Brèche*: *Kalibu* est un nouveau journal de la communauté africaine en Suisse. Peux-tu nous présenter les objectifs que vous poursuivez ?

*Bambata*: *Kalibu* est né il y a huit mois. Le numéro zéro est

paru en juillet 1985. C'est un mensuel réalisé bénévolement par trois rédacteurs et plusieurs collaborateurs épisodiques européens ou noirs. Notre objectif est en tout cas double. Nous voulons d'abord faire entendre notre voix dans le débat actuel

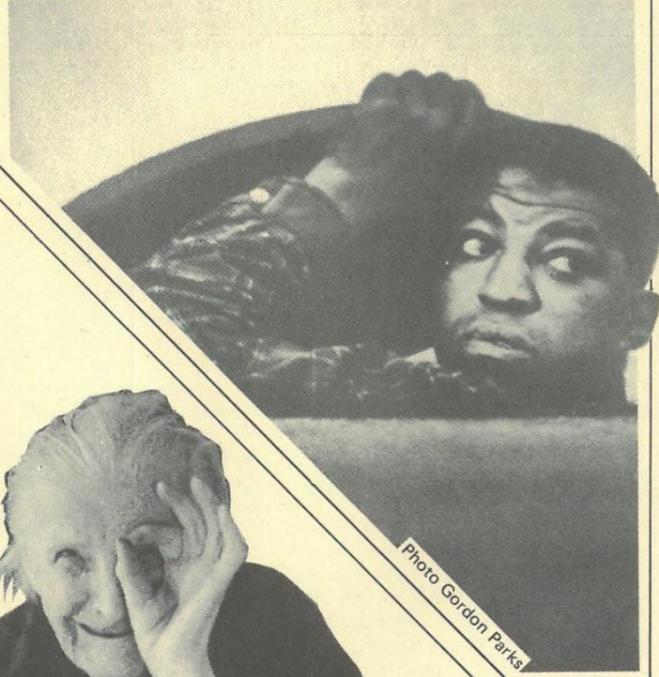


Photo Gordon Parks

**ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !**

## Pas de Festival international de théâtre 1986 à Lausanne

Vous vous souvenez sans doute du Festival international de théâtre contemporain organisé à Lausanne du 25 août au 2 septembre 1984 par l'Atelier de travail théâtral (ATT) de Lausanne. La prochaine édition de ce festival, une "fenêtre ouverte au-delà de nos frontières sur le théâtre de notre temps" devait avoir lieu cet été. Avec la venue de troupes japonaises et du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine notamment. Or la Municipalité de Lausanne a décidé de ne pas soutenir financièrement le festival 1986 et nous avons reçu le communiqué de presse suivant de l'Association du Festival international de théâtre contemporain (AFIT):

"Suite à la décision de la Municipalité de Lausanne de ne pas soutenir le Festival 1986, l'Association du Festival International de théâtre contemporain - AFIT - lors de son assemblée du 7 mars, a décidé de renoncer à l'organisation du Festival 1986.

Elle a accepté la démission du comité d'organisation du Festival et partage avec celui-ci le

en Suisse à propos des immigrés et des réfugiés de couleur. En second lieu nous cherchons depuis longtemps à créer un lieu d'expression pour la communauté noire. Nous n'entendons pas seulement parler de l'Afrique ou sur l'Afrique, mais aussi du monde noir en général. Voilà. Depuis, trois numéros sont sortis.

\* Que veut dire le mot "Kalibu" ?

— "Kalibu" vient du mot swahili<sup>1</sup> "karibu" qui veut dire "bienvenue". Mais pour que les gens ne confondent pas avec l'animal du même nom, on a changé le "r" en "l". La notion de bienvenue fait partie de nos objectifs. C'est-à-dire venez vous rendre compte de notre façon de voir les choses, de notre réalité dite par nous et non par des "africanistes" distingués.

\* Existe-t-il d'autres journaux ou revues du même style pour la communauté africaine en Suisse ?

— Au moment où nous avons commencé venait de disparaître le journal *Echos africains* qui paraissait à Genève. Ce journal avait un peu les mêmes objectifs, mis à part le fait que nous, nous parlons du monde noir en général, et pas seulement de l'Afrique. Sinon, avant *Echos africains*, paraissait une revue appelée *Afrique à la une*. Exception faite de ces deux journaux, que je salue au passage, il n'y a rien eu d'autre en Suisse.

\* Par rapport à la montée de la xénophobie et du racisme, comment vous situez-vous ? Vous sentez-vous partie prenante du combat antiraciste en Suisse ?

— Absolument. C'est d'ail-

**KALIBU**

**À LIRE...**

L'HARMATTAN SOUFFLE SUR LES RIVES DU LAC LEMAN



leurs une de nos priorités. Nous voulons participer à ce combat contre le racisme en Suisse. En diffusant le maximum d'informations sur les actions qui sont menées ici. Par exemple, répercuter les activités d'organisations comme SOS Asile et SOS Racisme. D'autre part en informant sur les luttes des peuples africains, et en particulier le combat que livrent les Noirs sud-africains contre l'apartheid. Dans chaque numéro, nous y consacrons une page au moins. Car il s'agit d'événements devant lesquels tout un chacun doit prendre position.

Par ailleurs, en faisant de la contre-information sur le monde noir, nous nous attaquons aux différents préjugés véhiculés par certains médias en Suisse. Prenons le cas de Haïti. Jusqu'à la chute de Baby Doc, on trouvait très peu d'informations sur ce pays. Maintenant tous les journalistes rivalisent d'ingéniosité pour sortir le meilleur scoop sur Duvalier et ses exactions. Ils ne trouvent pas de mots assez durs contre lui. Mais pendant des années, on a quasiment rien dit du martyr du peuple haïtien. On parlait beaucoup des boat people asiatiques, beaucoup moins du même drame qui touchait aussi les Haïtiens. En tout cas dans les médias à grande diffusion, ceux qui s'adressent à monsieur tout le monde.

On peut constater le même genre de "mal information" au sujet de l'Afrique. On trouve quantité de reportages sur le Sahel, la famine, etc. C'est très bien, ces réalités existent. Mais on ne dit rien sur les efforts réalisés sur place. Soit par les

gouvernements eux-mêmes, soit par des organismes et les populations africaines qui s'organisent. Dans cette histoire, les peuples africains passent pour des espèces de petits enfants qu'il faudrait assister. Tout cela contribue aux préjugés dont je parlais tantôt.

\* Comment se présente l'avenir pour *Kalibu* ?

— Le futur, c'est ce qu'en feront les lecteurs. Un journal de ce genre ne peut pas subsister longtemps sans l'appui de ses abonnés. *Kalibu* est réalisé bénévolement par des gens qui le font en plus de leur boulot. En outre, nous ne sommes pas des professionnels. Mais l'expérience vaut la peine d'être tentée.

Propos recueillis par P. Girardet

1. Le swahili est la langue la plus parlée. Elle est comprise dans tout l'Est africain et en Afrique centrale, soit quelque 100 millions de personnes.

## KALIBU en chiffres

Tirage: 1500 exemplaires.  
En vente: dans les kiosques desservis par Naville en Suisse romande, dans les librairies Basta, Tel l'Espigle, Librairie de l'Alé à Lausanne; dans la librairie Rousseau à Genève.  
Equipe: trois rédacteurs et plusieurs collaborateurs épisodiques.  
Financement: abonnements et ventes.  
Format: tabloïde, douze pages.  
A signaler: une rubrique (appréciée) sur la gastronomie africaine et antillaise.  
Adresse: Kalibu, case postale 2054, 1002 Lausanne.  
Mensuel, 2.50 francs le numéro, 25 francs l'abonnement d'une année, 15 francs les six mois.

## LAUSANNE et environs

L'Octogone, PULLY

ma 25, me 26, je 27 mars, 20h30: Duel Production présente *Le retour des mousquetaires*, comédie du temps de la chevalerie, dans un style de jeu s'apparentant à la Comedia del Arte.

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud

du ma 18 au sa 22 mars, 20h45: Hugo "notre alter ego", par l'Atelier-Théâtre du Pilier, Belfort. (021) 22 97 00.

Le Kebra, 3, rue Caroline

à 21h30. du je 20 au sa 22 mars: Jean-Pierre Huser. di 23: Paul Bley solo. me 26, je 27: BBFC. ve 28: New York String Trio.

## GENÈVE

AMR Jazz Festival

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

je 20 mars, 20h30: Christine Schaller Quartet - Andrew Cyrille Trio. sa 22, 20h30: Bourrec - Bastet - Siron - Hertel. Paul Bley Solo.

Aula de l'École de commerce, 62, rue de St-Jean ve 21 mars, 20h30: Franco d'Andrea Trio - Archie Shepp Quintet. Org.: AMR.

sentiment de découragement éprouvé après dix mois de travail intense et enthousiaste.

Par son refus de subventionner cette manifestation, la Municipalité contraint l'Association à abandonner son projet initial d'organiser trois festivals en six ans.

Elle lui supprime de ce fait les moyens envisagés pour amortir la dette du Festival 1984.

Néanmoins, l'Association poursuivra son but qui est d'ouvrir en Suisse romande la voie aux différents courants du théâtre contemporain."

AFIT - Jacques Gardel, 10 mars 1986

Un festival de cette qualité. A Lausanne. Vous n'y pensez pas! L'argent est bien mieux dans les banques des radicaux et des libéraux. La Municipalité de Lausanne a une nouvelle fois fait preuve de manque d'ouverture et d'imagination (on le savait déjà). Et il nous reste les yeux pour pleurer."

## YVERDON

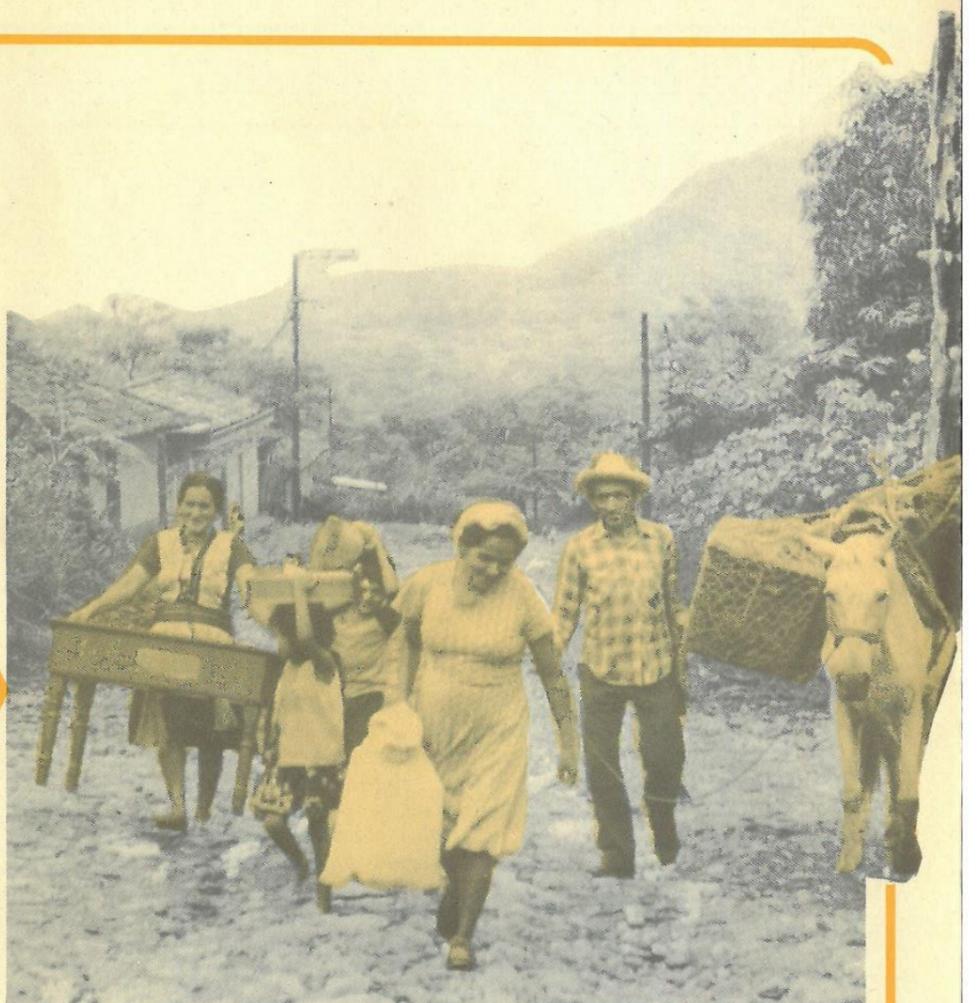
L'Echandolle, Château d'Yverdon

je 20, ve 21, sa 22 mars, 20h30: François Silvant présente son nouveau spectacle "J'ai les boules". Fr. 20.- (024) 21 47 74.

Nicaragua :

# «ON A LE DROIT D'EXISTER»

\* ENTRETIEN AVEC CHANTAL BIANCHI \*



Maurice Demierre, coopérant fribourgeois au Nicaragua, a été assassiné dimanche 16 février par les contras (antisandinistes). Chrétien engagé, il était parti, avec sa compagne Chantal Bianchi, travailler comme technicien agricole au Nicaragua. Au fur et à mesure de leur expérience dans le pays, Chantal et Maurice ont pu mesurer la vitalité et les promesses de la révolution nicaraguayenne. "Je suis dans un pays où l'on peut agir fondamentalement pour changer les structures de famine, d'injustices et d'oppression", écrivait Maurice avant sa mort. La Brèche s'est entretenue avec Chantal Bianchi, de retour du Nicaragua. Elle nous livre ici son témoignage.

La Brèche : Pourquoi êtes-vous partis au Nicaragua, toi et Maurice ?

Chantal : Déjà en Suisse, je participais à des groupes chrétiens de réflexion. Petit à petit, j'ai pris conscience du système dans lequel je vivais. A partir de là, je me suis intéressée aux problèmes du tiers

monde.

Quand j'ai connu Maurice, il militait déjà à Frères sans frontières. Nous avons alors décidé de partir ensemble travailler dans le tiers monde. Mon idée : partir pour mieux revenir, comprendre avec d'autres yeux notre réalité et celle de l'oppression du tiers

monde par les pays développés. Car je n'en avais qu'une vision abstraite auparavant.

\* Que faisais-tu avant de partir au Nicaragua ?

— Je travaillais comme institutrice, j'enseignais la musique et l'expression corporelle. J'ai travaillé ensuite dans un centre de réinsertion pour toxicomanes, le Tremplin à Fribourg.

\* Et Maurice ?

— Après sa sortie de prison pour objection de conscience, il a travaillé comme paysan en faisant des dépannages agricoles ou en collaborant à des entreprises qui pratiquaient l'agriculture biologique.

\* Votre départ au Nicaragua correspond à une démarche bien particulière ?

— Oui. C'est le besoin de cohérence. La réflexion entamée ici nous a conduits d'abord à un engagement chrétien plus fort, puis à un engagement politique.

Nous n'étions pas des "fanas" du Nicaragua avant d'y aller. Nous pensions d'abord travailler au Brésil avec les communautés de base. Mais il s'est trouvé qu'on nous a proposé un projet au Nicaragua. Notre désir de partir s'inscrivait donc dans notre volonté de prendre conscience des causes réelles du sous-développement, des conséquences de ce système économique injuste. Nous avions en outre besoin d'être partie prenante d'une lutte concrète contre les injustices. D'avoir vécu au Nicaragua avec les Nicaraguayens nous a ouvert d'immenses perspectives : la réalité peut être changée et on peut participer à ce changement.

\* Quelles étaient vos activités au Nicaragua ?

— Nous travaillions avec les communautés de base de la région nord du pays. Ces communautés de base sont à l'origine de nombreuses coopératives agricoles. "Travailler et vivre ensemble", voilà comment ils actualisent leur foi.

\* Qu'est-ce qui a changé pour les paysans nicaraguayens depuis la révolution ?

— Quand on leur pose cette question, ils nous répondent : "On a le droit d'exister, on est reconnus." Cela signifie que jusque dans les coins les plus reculés du Nicaragua, les paysans se réunis-

sent, expriment leurs problèmes. Et ces problèmes seront discutés jusqu'aux plus hautes instances par le biais de leurs représentants, dans les organisations de masse, les syndicats, à l'Assemblée constituante. Les paysans ainsi se sentent représentés par le gouvernement. Ils savent qu'ils sont partie prenante des décisions nationales.

\* Comment décrirais-tu la démocratie nicaraguayenne ?

— En premier lieu la participation des gens. Participation aux processus de réflexion, de choix, de décisions. Et ceci dans tous les domaines — sociaux, politique, organisationnels —, tant au niveau local que national. Les débats à l'Assemblée nationale sont d'ailleurs le fruit de ces discussions dans les organes de base.

Mais le problème n'est pas si simple. Les paysans, depuis des siècles, ont toujours dû plier devant le plus fort. Ils sont victimes d'une oppression culturelle séculaire. Aussi, à côté de tout ce que la révolution leur a d'ores et déjà apporté, il y a tout un travail de conscientisation à faire. Afin qu'ils dépassent ces peurs ancestrales, afin de revaloriser leurs revendications. A ce sujet, du reste, les choses sont remarquables au Nicaragua. Les dirigeants des organisations de masse, des syndicats sont très liés au peuple. Et ce peuple est un véritable partenaire de la révolution et du gouvernement. C'est un aller-retour constant entre les discussions à la base et les instances de décision. Sans doute, il y a encore de nombreux problèmes. On trouve ici comme partout des gens qui essaient de profiter. Contre ceux-ci, il est d'autant plus important que le peuple prenne en mains ses décisions.

L'agression des contras menace évidemment tout ce processus. Car, en plus des dégâts matériels et humains, on n'a plus le temps de discuter. Il faut se défendre.

\* Tu as eu le sentiment que c'est leur révolution qu'ils défendent ?

— En arrivant au Nicaragua, c'est la première chose qui frappe : ils sont fiers de leurs acquis. Même dans les endroits les plus pauvres, ils te racontent comment ils s'organisent. Par exemple, pour les cours d'alphabétisation. Quand on connaît la situation très grave de

l'économie du pays, surtout depuis l'agression, c'est remarquable. En fait, ils ont acquis leur dignité.

\* Que représentent les Etats-Unis pour les paysans nicaraguayens ?

— D'abord le gouvernement qui les agresse en finançant les contras. Mais aussi les responsables de leur sous-développement, de leur souffrance. De là découle leur conscience anti-impérialiste. Ils voient bien cependant qu'il existe également un peuple américain. Dans notre région travaillaient des chrétiens américains de *Witness for peace*. Les Nicaraguayens ont donc un espoir immense dans le peuple américain. Ils distinguent très nettement le peuple de l'administration Reagan.

\* Et les contras ?

— Je n'ai pas eu besoin de lire le manuel de la CIA pour me rendre compte qu'il s'agit de terroristes. Financés, manipulés par la Maison Blanche et par des ex-somozistes qui ont planqué leur fric à Miami. Encadrés et entraînés par des conseillers militaires honduriens, argentins, israéliens et américains. Ceux qui accomplissent la sale besogne sont des pions manipulés et conditionnés. Ils croient agir pour des motivations religieuses. J'ai entendu le témoignage d'un contra recruté de force. Leur motivation est quasi nulle, ils restent par peur essentiellement. Ils savent qu'ils se feraient descendre s'ils tentaient de désertir. Il est clair que si la contra n'était plus financée par Reagan, elle s'effondrerait immédiatement. Car elle ne dispose d'aucune base sociale réelle. Les contras rappellent trop Somoza.

\* Comment les paysans ressentent l'attitude de la hiérarchie catholique ?

— Ils sont en fait assez sereins à cet égard. Ils pensent qu'Obando (*l'évêque de Managua, récemment nommé cardinal par le pape, réd.*) se trompe. Ils en sont bien sûr très déçus. Ils comprennent l'utilisation politique que certains visent dans l'attitude de la hiérarchie catholique. Mais ça ne remet pas en cause leur foi. Ceci dit, le problème reste grave. Cette hiérarchie, en s'appuyant sur toute une culture de religiosité populaire, tente de manipuler les gens contre le projet de libération.

Propos recueillis par Marie Macherel

N' OUBLIEZ PAS MAURICE DEMIERRE !

(1957 - 1986)

MORT POUR LA PAIX ET LA JUSTICE AU NICARAGUA



NON A L'INTERVENTION DES USA EN AMERIQUE CENTRALE